



PROJETS DE CODE COMMUNAL ET DE WILAYA, PROJET DE LOI PORTANT CODE DE PROCÉDURE PÉNALE...
DES DOSSIERS CHAUDS SUR LE BUREAU DU PARLEMENT

Lire en page 4



LES RÉSERVES DE CHANGE S'ÉTABLISSSENT À PRÈS DE 85 MILLIARDS DE DOLLARS
L'ÉTAT RENFLOUE SES CAISSES

Lire en page 6

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / MERCREDI 6 SEPTEMBRE 2023 // N°635 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LE PRÉSIDENT DE L'APN, BRAHIM BOUGHALI, LE MET EN LUMIÈRE :

L'INITIATIVE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR LE NIGER PARTICIPE DE LA DOCTRINE IMMUABLE DE L'ALGÉRIE

Lire en page 4



HÔPITAL ALGÉRO-QATARI-ALLEMAND

L'ULTIME ÉTAPE EN DISCUSSION

Lire en page 3



DJAMIL AISSANI, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA, À L'EXPRESS :

« NOUS SAVONS AUJOURD'HUI COMMENT L'AQUEDUC DE SALDAE A ÉTÉ CONSTRUIT »

Lire interview en page 12



LE CHIFFRE D'AFFAIRES A AUGMENTÉ DE 73%, LES REVENUS FISCAUX DE 113%

LA FLAMBOYANTE CROISSANCE DE SONATRACH

Lire en page 6



STAFFAN DE MISTURA SE REND, POUR LA PREMIÈRE FOIS, DANS LES TERRITOIRES SAHRAOIS OCCUPÉS

UN CINGLANT REVERS POUR LE MAROC

Lire en page 3



POURQUOI LES MÉDIAS FRANÇAIS S'ATTAQUENT-ILS ÉPISODIQUEMENT À L'ALGÉRIE ?

Si, pour le Maroc, les attaques répétées sont, disons, «de bonne guerre», pour la France, il s'agit de programmes médias plus pernecieux. Pratiquement entre les mains des seuls oligarques, les médias français suivent une ligne de conduite menée par des cadors de la presse, tant au Point, Marianne et les autres. « Le feuilleton de déstabilisation de l'Algérie prend toutes ses formes, y compris celle subversive, et revient de manière cyclique à chaque fois que l'Algérie est sur la bonne voie et entretient des relations très fortes sur les plans international et régional », estimait récemment, Hassan Kacimi, politologue. La récente diffusion sur la «



chaîne publique française », Arte, de la série fiction Alger confidentiel en est un exemple. Une série qui, de l'avis de l'invité de la Radio, n'a d'abord «rien de confidentiel», et remet ensuite à l'ordre du jour la thèse révolue du « Qui tue qui ? » par l'instrumentalisation de la tragédie nationale à des fins

subversives. Et justement, ces questions du mémoriel, mais à sens unique, impliquant une révision de la lutte contre le terrorisme, prend insidieusement forme ces jours-ci dans la presse française. Ouvrons les yeux, restons vigilants : le jeu de stratégie commence...

RELATIONS DE COOPÉRATION ET DE COORDINATION BILATÉRALES

ATTAF S'ENTRETIENT PAR TÉLÉPHONE AVEC SON HOMOLOGUE BRITANNIQUE

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a reçu, hierun appel téléphonique du ministre d'Etat britannique aux Affaires étrangères, Lord Tariq Ahmad, avec lequel il a évoqué les relations de coopération et de coordination entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, les deux parties "ont passé en

revue les relations de coopération et de coordination entre les deux pays, notamment en prévision de l'adhésion de l'Algérie au Conseil de sécurité de l'ONU en tant que membre non permanent à partir de l'année prochaine, et les préparatifs de la prochaine session du dialogue stratégique algéro-britannique, prévue en novembre à Londres", précise la même source. Les deux ministres ont, égale-

ment, échangé les vues et les analyses autour des développements de la crise au Niger, à la lumière de l'Initiative de règlement proposée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et évoqué les défis auxquels est confronté le processus de mise en œuvre de l'Accord de paix et de Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, ajoute le communiqué.

UNE « FEUILLE DE ROUTE » POUR DÉVELOPPER LES CULTURES STRATÉGIQUES

Le gouvernement a mis en place tous les mécanismes requis pour développer les cultures stratégiques. En effet, le gouvernement, qui a adopté la feuille de route du ministère de tutelle pour développer les cultures stratégiques, a mis en place des mécanismes garantissant la concrétisation et la réussite de cette feuille sur le terrain à tous les niveaux, du cadre juridique jusqu'aux dispositifs de soutien, d'accompagnement et de formation technique. Le ministère de tutelle mise sur l'adhésion de toutes les parties concernées par le programme de développement des cultures stratégiques, aussi bien les agriculteurs, les techniciens, les experts, que les responsables des établissements bancaires et administratifs dans cette démarche. En réalité, l'opération vise à remplacer les produits importés par des produits nationaux afin d'assurer l'équilibre de la balance commerciale et réaliser le développement social et économique.

DÉCOLONISATION DU SAHARA OCCIDENTAL

L'ESPAGNE EXHORTÉE À ASSUMER SON RÔLE ET À RECTIFIER SES ERREURS

L'Espagne a une responsabilité juridique, historique, politique et morale envers le peuple sahraoui, et doit assumer son rôle dans l'aboutissement de la décolonisation du Sahara occidental occupé, affirment des ONG espagnoles. "L'Espagne ne peut abandonner unilatéralement sa responsabilité juridique, historique, politique et morale envers le peuple sahraoui. C'est la puissance administrante du Sahara occidental et c'est à elle d'assumer son rôle essentiel dans l'aboutissement de la décolonisation du territoire", déclarait également récemment, le président de la République sahraouie, Brahim Ghali, à l'agence de presse espagnole Efe.

BENJAMIN STORA : «TRÈS DIFFICILE DE FABRIQUER DU CONSENSUS SUR LA GUERRE D'ALGÉRIE »



Si elle ne tourne pas en rond, l'équipe du mémoriel Algérie-France, installée par l'Elysée, fait du sur place. Des annonces, des effets d'annonce, mais rien de bien consistant qui puisse pousser à l'optimisme. Au contraire, l'équipe Stora se plaint de ne pas avoir reçu de rémunération pour son travail, et fait savoir qu'elle attend d'être payée. C'est tout dire... Stora lui-même désespère de trouver le ton juste et le mot convaincant, affirmant que le travail des historiens est considéré

rable sur la guerre d'Algérie. « À la fin des années 1990, j'avais recensé près de 3 000 ouvrages. Pourquoi est-ce si difficile ? Parce que, déjà, l'Algérie n'était pas une colonie française comme les autres. Contrairement au Maroc, à la Tunisie, au Sénégal ou à l'Indochine, c'était des départements français, une partie du territoire national. Fabriquer un consensus sur la guerre d'Algérie ? Très difficile, avoue l'historien d'origine juive né en Algérie et travaillant pour l'Elysée.

L'IRAN DIT AVOIR DÉJOUÉ UN COMLOT MAJEUR DU MOSSAD

L'Iran a affirmé avoir déjoué un plan majeur de sabotage de sa production de missiles, un plan qui aurait touché son industrie de la Défense plus largement, qui aurait été ourdi par l'agence d'espionnage du Mossad. « L'unité des renseignements du ministère de la Défense a déjoué l'une des plus importantes

initiatives de sabotage visant l'industrie militaire aérospatiale, la production de missiles et l'aviation du pays », a indiqué une chaîne publique d'État, selon Reuters. « Ces actes de sabotage ont été décidés sur ordre des services de renseignement sionistes et de leurs agents ». L'agence semi-officielle Mehr a indiqué que le département des renseignements de la Défense de la République islamique et que la branche logistique des forces armées avaient émis un communiqué sur le sujet.

GABON, SAHEL : QUE RESTE-T-IL VRAIMENT DE LA FRANÇAIFRIQUE AUJOURD'HUI?

LES MÉDIAS FRANÇAIS « PLEURENT » LE PARADIS PERDU

Tous, sans exception, Le Figaro, Le Monde, Le Point, etc., ont pleuré l'éviction de la France de l'Afrique (malgré son maintien aux derniers îlots africains). « Que reste-t-il vraiment de la Françafrique ? », titre Le Figaro, qui reconnaît la persistance de l'existence des vestiges de Jacques Foccart. Le Figaro s'offusque d'une vidéo qui a été largement relayée, dans laquelle

le on voit un Ali Bongo visiblement diminué par son AVC en 2018 cherchant à faire savoir qu'il est prisonnier et appelant à l'aide ses alliés anglo-saxons, et non pas saxon, lui, l'homme de l'Elysée. Assis dans un fauteuil Empire au Palais du bord de mer, à Libreville, il lance un appel «à tous nos amis dans le monde entier pour faire du bruit, du bruit, vraiment du bruit» - propos pathétiques d'un dirigeant qui ne compte pas sur ses concitoyens, dont il prétend pourtant qu'ils viennent de le réélire, et qui n'est pas prêt à risquer sa vie en poussant un cri de ralliement pour la reconquête du pouvoir. Ce qui

frappe Le Figaro, c'est que Ali Bongo s'exprime en anglais : « Qui eût cru que, dans la pétromonarchie mise en place par Jacques Foccart pour garantir la sécurité énergétique de la France, le fils héritier d'Omar Bongo - pendant quarante et un ans le cogérant madré de la Françafrique - », se dirige vers les Anglo-Américains et tourne le dos à la France et à la langue française.

En fait, en s'exprimant en anglais, et pour les Anglo-Saxons, Bongo dit tout. Il dit, sans le dire, d'où est venu le coup et à qui profite son éviction.

L'EXPRESS



Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

**«POUR VOTRE PUBLICITÉ
S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger**

Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

STAFFAN DE MISTURA SE REND, POUR LA PREMIÈRE FOIS,
DANS LES TERRITOIRES SAHRAOUI OCCUPÉS

LE MAROC SUBIT UN CINGLANT REVERS

La visite de De Mistura au Sahara occidental occupé a pu se concrétiser après un énorme coup de pression des États-Unis sur les autorités marocaines, selon le journal espagnol El Confidencial.

L'émissaire des Nations Unies pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, est arrivé lundi à Laâyoune pour des consultations « avec toutes les parties concernées », sa première visite dans les territoires occupés depuis sa nomination, a annoncé l'ONU. M. de Mistura « attend avec impatience d'effectuer des visites dans la région et de mener des réunions impliquant toutes les parties concernées avant la publication du rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité en octobre », a indiqué l'ONU dans un communiqué. Cette visite a pour « perspectives de faire progresser de manière constructive le processus politique sur le Sahara occidental », a ajouté la même source. Nommé en octobre 2021, Staffan de Mistura s'est depuis rendu plusieurs fois dans la région (mais jamais encore à Laâyoune) pour rencontrer les différents acteurs sans que le processus politique ne reprenne. Le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé fin octobre 2022 les « parties » au conflit à « reprendre les négociations » pour permettre une solution « durable et mutuellement acceptable ». Cette visite constitue un nouveau revers pour le Maroc. Explication : l'émissaire de l'ONU prévoit toujours de se rendre à Laâyoune. Mais Rabat l'en empêchait. Qu'est-ce qui a changé ? Le journal espagnol El Confidencial s'est intéressé à cette visite. Il a indiqué dans sa livraison d'hier que « la préparation du déplacement s'est faite dans la plus grande discrétion par Rabat, afin d'éviter des



manifestations de la population locale favorable à l'autodétermination. Et de souligner : « Ce n'est qu'après l'atterrissage de l'avion de Staffan de Mistura à Laâyoune que les Nations Unies ont annoncé officiellement la visite ». El Confidencial a fait témoigner Aminatou Haidar, la célèbre militante sahraouie des droits de l'homme. Elle a eu cette déclaration : « Dans les jours qui ont précédé la visite, la présence policière marocaine a été renforcée dans la ville sahraouie occupée et tous les militants nationalistes ont été mis sous forte surveillance ». Elle a ajouté que « les Sahraouis vont descendre dans la rue pour faire entendre à l'envoyé spécial du SG de l'ONU leur attachement à l'autodétermination ». Selon les informations du même journal, qui cite des sources diplomatiques, la visite de De Mistura au Sahara occidental

occupé a pu se concrétiser après un énorme coup de pression des États-Unis sur les autorités marocaines. Il est bon de rappeler que Donald Trump avait reconnu la « souveraineté » marocaine sur le Sahara occidental en décembre 2020, en contrepartie de la normalisation des relations du Maroc avec Israël. Même si l'administration Biden n'a pas fait annuler la décision de Trump, elle a néanmoins « stoppé tout progrès » dans le processus, note le journal espagnol, qui rappelle en outre que Washington est revenu sur l'engagement de Trump d'ouvrir un consulat à Dakhla et a refusé que les manœuvres militaires conjointes avec le Maroc, African Lion, couvrent les territoires sahraouis occupés. El Confidencial souligne par ailleurs que depuis quelques mois, toutes les rencontres du secrétaire d'État Anthony

Blinken et son adjointe Wendy Sherman avec leurs homologues marocains et algériens, se sont conclues par des déclarations « énergiques » de soutien à De Mistura. Les consultations avec celui-ci « s'intensifient », en prévision de la prochaine réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Sahara occidental qui aura lieu à la fin du mois d'octobre prochain, ont indiqué des sources américaines. Les camps de réfugiés de Tindouf ont reçu la visite pour la première fois d'un responsable du Département d'État, Joshua Harris, en charge de la zone Afrique du Nord. Le haut responsable américain y a rencontré le président Brahim Ghali et d'autres membres de la direction sahraouie. Le journal espagnol estime que la portée de cette visite est « politique et non strictement humanitaire ».

Youssef S.

HÔPITAL
ALGÉRO-QATARI-ALLEMAND

L'ULTIME ÉTAPE EN DISCUSSION

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a reçu, hier, l'ambassadeur du Qatar, accompagné d'une importante délégation, pour une séance de travail portant sur la dernière étape avant le lancement sur le terrain du gigantesque projet d'hôpital algéro-qatari-allemand. Selon un communiqué du ministère de la Santé, la séance de travail s'est déroulée en présence des secrétaires généraux des ministères de la Santé, des Finances, du Travail et de l'Agence algérienne de l'investissement, ainsi que du représentant de la holding qatarie accompagné d'une équipe technique. Lors de cette réunion, les deux parties ont abordé et clarifié, selon le communiqué, toutes les questions liées à l'accord relatif au projet du nouvel hôpital, notamment celle liée à la date du début effectif des travaux de sa réalisation. A l'occasion, Saihi a souligné la grande importance de ce projet hospitalier algéro-qatari-allemand, qui sera réalisé aux normes internationales, et qui constitue une nouvelle étape dans la concrétisation du partenariat stratégique et le renforcement des relations fraternelles entre l'Algérie et le Qatar. A rappeler que ce projet qui sera implanté dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah prendra en charge, une fois en service, toutes les chirurgies lourdes et les cas qui nécessitent le transfert des patients à l'étranger compte tenu de la technologie médicale de haute qualité et de haut niveau dont il sera doté.

Y.B.

AGRÉMENT À LA NOMINATION DU NOUVEL AMBASSADEUR D'ALGÉRIE EN POLOGNE

Le gouvernement polonais a donné son agrément à la nomination de M. Mohamed Salah Eddine Belaid, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République de Pologne, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger diffusé hier.

APS

LE COLONEL-MAJOR ISMAËL WAGUÉ INVITE LES MOUVEMENTS DE L'AZAWAD
À REVENIR À LA TABLE DES NÉGOCIATIONS

Bamako toujours attachée aux accords d'Alger

Malgré les couacs qui secouent épisodiquement les accords d'Alger, l'agitation qui marque les mouvements de l'Azawad quant à une potentielle « démission » de l'équipe Assimi Goïta des accords contractés à Alger en 2015, Bamako montre toujours une réelle volonté de souscrire aux accords et de faire en sorte de procéder aux réglages concernant lesdits accords. Il est vrai que depuis plusieurs mois, du moins depuis le début de l'été, plusieurs mouvements signataires des accords d'Alger ont montré des signes de nervosité, trouvant le temps imparti à l'application des accords long et la volonté de Bamako absente. La lourdeur de l'application des décisions dudit accord a été telle qu'elle a généré anxiété et inquiétude au sein de la CMA. Certains ont déjà appelé Alger à intervenir, alors que certaines parties à Bamako, une fois le système Goïta mis en place, ont tergi-

versé et révisé les Accords avec plus de hauteur, trouvant, nous citons in extenso, que « les accords d'Alger ont été signés alors que Bamako était à terre ». Si l'on ajoute foi à la lettre envoyée par le ministre malien de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, chargé de l'accord pour la paix et la réconciliation, et signée par le colonel-major Ismaël Wagué, dans laquelle il invite les mouvements de l'Azawad à revenir à la table des négociations, on peut croire que Bamako, sur la base de l'agitation qui secoue le Sahel, a tout intérêt à ne pas se mettre à dos les rebelles du Nord-Mali. La lettre a été signée en date du 28 août et est arrivée entre les mains des chefs des Mouvements de l'Azawad, constitués au sein de la CMA, et définit clairement l'attachement de Bamako aux accords d'Alger. Le problème reste dans l'application. Plus de dix ans après la signature

des accords, les gens ne voient pas beaucoup de choses se réaliser sur le terrain. A la décharge du système en place à Bamako aujourd'hui, les retards générés par IBK et l'ancien gouvernement. Alger, lancée dans une course contre la montre au Sahel, essaye de mettre sur les rails des initiatives de paix, de faire adhérer les parties, mais à eux de terminer un travail inclusif qui doit, obligatoirement et impérativement, aboutir. Tout manquement sera préjudiciable aux seuls pays du champ, dont l'Algérie est l'axe central aujourd'hui. Plusieurs chefs du Mouvement de l'Azawad ont exprimé leur volonté de revenir à la négociation, pour peu que Bamako montre une volonté sincère d'aller dans le chemin de la paix et de cesser de faire du surplace.

Fayçal Oukaci



LE PRÉSIDENT DE L'APN, BRAHIM BOUGHALI, LE MET EN LUMIÈRE

L'initiative du président de la République sur le Niger participe de la doctrine immuable de l'Algérie

La conscience politique a atteint un niveau qui se reflète positivement dans le rôle que joue l'Algérie dans les fora internationaux, l'érigeant en Etat pivot et influent aux niveaux régional et international, à la lumière de la stratégie des grands équilibres dans le monde.

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a affirmé, lundi, que l'initiative lancée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant le Niger, participait de la doctrine immuable de l'Algérie reposant sur la recherche des solutions pacifiques par la voie du dialogue et la réunion des conditions d'une entente nationale interne dans les pays, loin des ingérences et des pressions étrangères. «Nous saluons l'initiative lancée par le président de la République concernant le Niger, laquelle participe de la doctrine immuable de l'Algérie reposant sur la recherche des solutions pacifiques par la voie du dialogue et la réunion

des conditions d'une entente nationale interne dans les pays, loin des ingérences et des pressions étrangères, de même que nous saluons toutes les initiatives visant à rétablir la sécurité et la paix dans les pays voisins et à travers le monde», a affirmé M. Boughali dans son allocution à l'ouverture de la session parlementaire ordinaire 2023-2024. «La conscience politique a atteint un niveau qui se reflète positivement dans le rôle que joue l'Algérie dans les fora internationaux, l'érigeant en Etat pivot et influent aux niveaux régional et international, à la lumière de la stratégie des grands équilibres dans le monde», a-t-il soutenu, précisant que l'Algérie s'est affirmée



par ses positions constantes, qui lui ont valu d'être «un partenaire fiable au sein des différentes instances et organisations, et dans ses relations bilatérales». Et d'ajouter que «l'Algérie est aujourd'hui souveraine dans sa décision et libre dans ses choix, n'étant guidée que par ses intérêts supérieurs, ce qui n'est pas à la portée de beaucoup de pays en raison des allégeances, des diktats, de l'en-

dettement et de la situation intérieure». «L'Algérie, forte de la cohésion de toutes ses composantes, a réussi à préserver sa place et ses positions dans ce monde instable», a-t-il poursuivi, soulignant que «notre pays est capable, à la faveur des facteurs de décollage qu'il a réunis, d'avancer à pas de géant, notamment avec un climat d'investissement désormais attractif». Le président de l'APN a

salué «toutes les initiatives visant à resserrer les rangs et à renforcer le front intérieur et la cohésion entre le peuple et sa vaillante Armée, qui veille sur la sécurité du pays». Concernant la rentrée sociale, M. Boughali a estimé «nécessaire de redoubler d'efforts et de faire preuve de détermination pour relever les défis et participer aux grandes démarches entreprises par l'Etat algérien pour la concrétisation des programmes ambitieux tracés». Durant cette session, les députés se pencheront sur «une quarantaine de projets de loi, dont huit (8) de la précédente session», a-t-il ajouté, affirmant que ce nombre «est appelé à augmenter». «L'APN est prête à poursuivre la coordination et la coopération avec la chambre haute et le staff gouvernemental pour atteindre les objectifs tracés dans le programme du président de la République», a conclu M. Boughali.

Y. B.

PROJETS DE CODE COMMUNAL ET DE WILAYA, PROJET DE LOI PORTANT CODE DE PROCÉDURE PÉNALE...

Des dossiers chauds sur le bureau du Parlement

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, et le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, ont coprésidé, lundi, une réunion regroupant les bureaux des deux chambres du Parlement. La réunion s'est déroulée au siège du Conseil de la nation. Elle intervient conformément aux dispositions de l'article 15 (alinéa 1) de la loi organique 16-12, modifiée et complétée, définissant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la Nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux chambres du Parlement et le Gouvernement. A l'entame de la réunion, M. Goudjil a relevé «l'importance de la coordination et de la complémentarité entre les deux chambres du Parlement, qui se doivent de réviser, lors de cette session, leurs règlements intérieurs en adéquation avec la Constitution du 1^{er} novembre 2020 et avec la spécificité, la nature et les tâches législatives et de contrôle de chaque chambre». A ce titre, il a souligné la nécessité de «hiérarchiser et définir les priorités lors de l'examen des projets de loi», affirmant partager l'avis du président de l'APN qui a mis en avant la priorité accordée aux projets de loi portant codes communal et de wilaya, de nature à «consacrer véritablement le principe de décentralisation». Le président du Conseil de la nation a, en outre, réaffirmé la nécessité de «redynamiser le rôle de la diplomatie parlementaire dans la défense des causes de la Nation», rappelant en même temps «la réunion de coordination tenue dernièrement avec les services du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, qui vise à consolider davantage la coordination entre les deux pouvoirs exécutif et législatif». A cette occasion, M. Boughali a indiqué, de son côté, que l'ordre du jour des travaux de la session actuelle sera «intense, ajouté aux deux règlements intérieurs de chaque Chambre, avec la Déclaration de politique générale du Gouvernement et certains

projets de loi qui peuvent être soulevés par le gouvernement, ce qui requiert, a-t-il dit, «un grand effort». Dans ce cadre, il a appelé à l'impératif de «fixer» les priorités, lors de l'examen de certains projets de loi, exprimant le souhait de voir les deux projets de code communal et de wilaya adoptés «dans les brefs délais», au vu de leur «grand impact sur le déroulement des projets de développement sur le plan local», a-t-il expliqué. M. Boughali a, enfin, fait part de sa «disponibilité à œuvrer à la relance de la coordination avec le Conseil de la nation au volet législatif», ainsi que pour «la diplomatie parlementaire et tout ce qui a trait aux missions d'information provisoires, en vue d'éviter les visites répétées dans les mêmes wilayas». Dans son allocution, la ministre des Relations avec le Parlement, représentante du gouvernement, a salué «les pas franchis par l'Algérie dans le contexte des orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, vers un avenir prometteur», appelant à «travailler main dans la main et à rejeter les différends et la division en vue de se dresser tel un rempart contre les ennemis de l'Algérie». La ministre a, en outre, fait état d'une liste de projets de loi déposés actuellement auprès de l'APN, ainsi que de projets de loi qui peuvent constituer l'ordre du jour des travaux de la session parlementaire ordinaire 2023/2024. Mme Azouar a également relevé que «des départements ministériels s'attellent actuellement à la préparation et à l'élaboration d'autres projets de loi qui peuvent s'ajouter à la liste de ces projets de loi», indiquant que «le gouvernement se réserve le droit d'affirmer que certains projets de loi peuvent revêtir le caractère d'urgence, et ce, conformément à la loi organique régissant les relations fonctionnelles entre le Parlement et le Gouvernement», conclut le communiqué du Conseil de la nation. Huit projets de loi avaient déjà été déposés auprès de l'APN pour être présentés aux députés pour examen

et adoption. Il s'agit d'un projet de loi relatif à l'activité audiovisuelle, d'un projet de loi relatif à la presse écrite et à la presse électronique, d'un projet de loi concernant la protection des terres relevant du domaine de l'Etat et leur préservation, d'un projet de loi fixant les conditions et les modalités d'octroi de privilèges sur les terres relevant du domaine privé de l'Etat dédiées à la réalisation de projets d'investissement, ainsi que d'un projet de loi relatif aux forêts et au patrimoine forestier. Un projet de loi portant code de procédure pénale, un projet de loi modifiant et amendement l'ordonnance n°66-156 du 8 juin 1966, portant code pénal, ainsi qu'un projet de loi relatif à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable ont également été déposés. Par ailleurs, le nombre de projets de loi à déposer auprès de l'Assemblée populaire nationale (APN) pour sa troisième session ordinaire, ouverte lundi, pourrait atteindre 36 projets. Les projets de loi dont il est question sont les suivants : projet de la loi de finances rectificative pour 2023 ; projet de la loi de finances de 2024 ; projet de la loi portant approbation de l'ordonnance n°01-23 du 5 août 2023, modifiant et complétant la loi n°05-13 du 23 juillet 2013, relative à l'organisation et au développement des activités physiques et sportives ; projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021 ; projet de loi sur la lutte contre le faux et l'usage de faux ; projet de loi modifiant et complétant la loi n°98-06 du 27 juin 1998 fixant les règles générales relatives à l'aviation civile ; projet de loi réglementant l'activité minière ; projet de loi relatif au partenariat Public/Privé ; projet de loi relatif à l'industrie cinématographique ; projet de loi portant code de commerce ; projet de loi organique fixant les conditions et modalités de création d'associations ; projet de loi fixant les conditions et modalités d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation pacifique ; projet de loi organique relatif aux partis

politiques ; projet de loi relatif aux assurances ; projet de loi relatif à l'urbanisme ; projet de code communal ; projet de code de wilaya ; projet de loi portant conditions d'exercice des activités commerciales ; projet de loi modifiant et complétant la loi 04-02 du 23 juin 2004, fixant les règles applicables aux pratiques commerciales ; projet de loi portant règles relatives à la concurrence ; projet de loi modifiant l'ordonnance 96-22 du 9 juillet 1996 relative à la répression de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger ; projet de loi organique portant statut de la magistrature ; projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance 71-28 du 22 avril 1971 portant code de Justice militaire ; projet de loi modifiant et complétant la loi 08-09 du 25 février 2008 portant code de procédure civile et administrative ; projet de loi modifiant la loi 06-01 du 20 février 2006, relative à la prévention contre la corruption ; projet de loi portant loi d'orientation sur la pêche et l'aquaculture ; projet de loi portant loi d'orientation sur le tourisme ; projet de loi modifiant et complétant la loi 18-11 du 2 juillet 2018 relative à la santé ; projet de loi fixant les règles relatives à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière ; projet de loi relatif aux biens wakfs ; projet de loi portant mesures d'obtention de la pension alimentaire ; projet de loi relatif aux droits des personnes aux besoins spécifiques ; projet de loi modifiant et complétant la loi 10-12 du 29 décembre 2010 relative à la protection des personnes âgées ; projet de loi modifiant et complétant la loi 02-08 du 8 mai 2002 relative aux conditions de création des villes nouvelles et leur aménagement ; projet de loi modifiant et complétant la loi 01-19 du 12 décembre 2001 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets ; projet de loi fixant les règles régissant l'artisanat et les métiers.

Y. S.

AFRICA CLIMATE SUMMIT 2023

Le continent veut attirer des investissements contre le réchauffement climatique

Selon le journal le Monde qui a pris connaissance du projet de déclaration finale du Sommet préparé par le Kenya et le secrétariat de l'Union africaine (UA), le débat autour de cette déclaration a été houleux et il est ressorti des discussions l'impérieuse nécessité d'élaborer une déclaration forte où la survie de millions d'Africains dépend justement de l'adaptation au changement climatique et des financements internationaux...

Le Kenya abrite concomitamment, depuis lundi passé, dans la ville de Nairobi, la Semaine africaine du climat qui s'étalera jusqu'au 8 de ce mois, et le Sommet africain de l'action pour le climat qui s'achèvera aujourd'hui. Des centaines de délégués du monde entier ont pris part à ce double événement où il sera essentiellement question des défis et des problèmes qui se posent dans ce cadre au continent et des mesures nécessaires à prendre pour y faire face. Le sommet, premier du genre, rendu inévitable par le dérèglement climatique qui affecte la planète et les impératifs de la transition énergétique pour la croissance verte, se propose comme objectif principal l'élaboration d'une stratégie commune au continent en faveur du climat. Les résolutions devant émaner de ce sommet constitueront la feuille de route que les 54 pays du continent devront défendre lors de la prochaine Conférence des Parties sur le Climat de l'ONU (COP 28) qui se déroulera du 30



novembre au 12 décembre 2023 à Dubaï, aux Émirats Arabes Unis. Dans son discours inaugural, le président William Ruto, qui a donné le coup d'envoi de ce Sommet, a fait remarquer que l'Afrique qui émet une faible quantité des GES (Gaz à

effet de serre) est soumise à plus de chocs que les autres continents. « L'empreinte carbone de l'Afrique reste faible, mais le bilan humain du changement climatique est disproportionnellement élevé. L'urgence de remédier aux pertes et

aux dommages et de configurer des mécanismes financiers appropriés pour que la résilience augmente avec chaque événement météorologique extrême et chaque crise d'insécurité induite par le climat », a-t-il en effet déclaré. L'Afrique se trouve ainsi, même si elle ne génère que 6 % des gaz à effet de serre, l'une des premières victimes des pollutions provoquées par les autres continents. Selon des experts en changement climatique, si la gouvernance mondiale du climat ne parvenait pas à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, l'Afrique subira dans les prochaines années, les pertes agricoles les plus élevées dans le monde, et les inondations les plus meurtrières. Ce qui pousse évidemment à l'inquiétude, car les pays les plus pollueurs du monde en matière de CO2 continuent à polluer et hormis des vœux pieux, ils ne sont guère pressés de changer leur mode de production et de diminuer réellement leurs émissions à effets de serre. Quelle serait, alors, la feuille de

route que l'Afrique va adopter pour ne pas payer les frais des méfaits des autres ? Selon le journal le Monde qui a pris connaissance du projet de déclaration finale du Sommet préparé par le Kenya et le secrétariat de l'Union africaine (UA), le débat autour de cette déclaration a été houleux et il est ressorti des discussions l'impérieuse nécessité d'élaborer une déclaration forte où la survie de millions d'Africains dépend justement de l'adaptation au changement climatique et des financements internationaux. L'Afrique est menacée et elle doit accorder ses violons pour faire face à tous les dangers. Son secteur primaire, source de sécurité alimentaire, est en péril à cause justement des changements climatiques. Il est donc crucial que les pays africains se mettent d'accord et s'adaptent d'ores et déjà à ces changements en défendant l'option de mécanismes de financements internationaux que doivent supporter les pays pollueurs.

Boualem B.

ELLE OPÈRE DANS LES SERVICES DE LIVRAISON

La startup "Efendi réussit le concours « pitch compétition »

La startup "Efendi", spécialisée dans les services de livraison, opérant en Algérie et en Turquie via une application mobile, a obtenu lundi à Alger le concours national "pitch compétition" dédié à ce segment d'entreprises et qui a pour but de promouvoir l'entrepreneuriat chez les jeunes et l'innovation. Cette compétition a été organisée par l'accélérateur public de startups Algeria-venture en collaboration avec l'association Global entrepreneurship network (GEN) Algérie. "L'innovation, la maîtrise du projet notamment sur le plan financier, les possibilités d'évolution tout en captant d'éventuels investisseurs dans cette entreprise l'avenir", ont été les principaux critères de sélection de la meilleure startup, a indiqué le membre du Jury Younès Grar, également expert en TIC. La startup lauréate s'est vue attribuer une récompense financière de 100.000 dollars et représentera l'Algérie lors du Global Entrepreneurship Congress Africa (GEC+), prévu en mars 2024 en Afrique du Sud. Cette compétition s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de partenariat liant Algeria Venture à son homo-

logue Sud-Africain "22 On Sloane" en vue de mettre en place "un écosystème entrepreneurial florissant et fournir aux startups algériennes une plateforme pour exposer leurs projets, accéder à un réseau international d'investisseurs et d'experts, et démontrer leur potentiel de croissance", indique-t-on auprès de l'accélérateur public algérien. Dans une intervention à cette occasion, Yacine Chikhar, chef de

département opérationnel à Algeria-venture, a souligné que cette initiative est destinée à mettre en avant la créativité et le talent des startups algériennes et l'écosystème dans lequel elles évoluent. Il s'agit à travers ce concours de soutenir et de promouvoir l'innovation en Algérie en mettant en lumière les startups distinguées par leur créativité, leur viabilité commerciale et leur capacité à contribuer de

manière substantielle à l'économie nationale, a ajouté le même responsable. Les onze startups, qui étaient en lice pour le prix via des applications et autres solutions, opèrent dans une multitude de secteurs et niches à haute valeur ajoutée. Il s'agit notamment de la mobilité, la santé, la robotique, l'agriculture et l'aquaculture durables et les prestations de services dans l'immobilier. Pour sa part, la

vice-présidente de l'association Global Entrepreneurship Network Algeria (GEN), Zafira Ouarts, a mis l'accent sur le rôle de l'association dans l'encouragement de l'entrepreneuriat des jeunes à travers "des centaines de projets" dans l'accompagnement des startups, en leur offrant des programmes d'incubation, d'accélération et de mise en réseau et de développement de partenariats d'affaires. Quant à la directrice des relations avec les partenaires de l'incubateur sud-africain "22 On Sloane", Mahlatse Tolamo, elle a fait savoir que le congrès qu'abritera l'Afrique du Sud en mars 2024 sera "axé sur le continent et comment appuyer les jeunes entrepreneurs d'Afrique, et favoriser le partenariat et la coopération", à travers la mise en relation des startups africaines. Cette conférence internationale verra la participation de plus de 1500 délégués, représentant notamment les startups, les PME, les investisseurs et autres décideurs. Divers secteurs seront également au centre de ce forum économique à l'image de l'énergie, la logistique, la santé, les fintech et le e-commerce, a-t-elle ajouté.

APS

ÉDUCATION NATIONALE :

Ouverture hier de la plateforme numérique pour les contractuels

Le ministère de l'Éducation nationale a ouvert hier sa plateforme numérique dédiée aux contractuels dans le secteur de l'éducation nationale pour les trois cycles d'enseignement. Cette plateforme permettra à tous les diplômés universitaires de participer, à condition de détenir une licence ou un master. Pour les candidats à l'enseignement primaire et moyen, il est nécessaire d'avoir une licence en enseignement supérieur ou un diplôme équivalent. En ce qui concerne les enseignants du secondaire, l'inscription est réservée aux titulaires d'un master, d'un diplôme d'ingénieur d'État dans la spécialité ou d'un diplôme équivalent. Après l'approbation de la Direction générale de la fonction publique, certaines spécialités nécessaires seront définies, notamment en matières telles que l'enseignement primaire en langue et littérature arabe, ainsi qu'en sciences islamiques et en philosophie. Le dossier de candidature doit inclure une copie du certificat requis mentionné dans la décision ministérielle en date du 10 mars 2016, une carte d'identité en cours de validité, ainsi qu'une copie du document attestant de la situation du service national pour les hommes, également en cours de validité. Les candidats doivent soumettre leur dossier exclusivement sous forme de fichiers PDF, chaque document séparément. Pour ce qui est de l'inscription, les candidats ont la possibilité de s'inscrire dans plusieurs wilayas s'ils possèdent une carte d'identité, mais l'inscription est limitée à deux niveaux pour ceux qui détiennent une licence ou un master.

R. N.

LE CHIFFRE D'AFFAIRES A AUGMENTÉ DE 73%, LES REVENUS FISCAUX DE 113%

La flamboyante croissance de Sonatrach

Les recettes fiscales pétrolières ont atteint près de 39 milliards de dollars, tandis que le bénéfice net réalisé en 2022 par la compagnie nationale des hydrocarbures s'est situé à l'équivalent

de 10 milliards de dollars. La production des raffineries a été également en hausse : 29 millions de tonnes en 2022, contre 28 millions de tonnes en 2021 et 27,8 millions de tonnes en 2020.

Sonatrach a réalisé une recette en devises exceptionnelle en 2022 : son chiffre d'affaires à l'exportation s'est élevé à 59,8 milliards de dollars, en augmentation de 73% par rapport à 2021, indique le rapport sur les résultats définitifs de Sonatrach enregistrés l'année dernière. Un document qui vient d'être rendu public. Ce résultat exceptionnel est dû à un prix du baril très élevé au cours de cet exercice : le prix du Sahara Blend, la variété de brut algérien s'est située en moyenne annuelle à 103,90 dollars, soit une hausse de 44%. Il s'agit de la meilleure recette de Sonatrach à l'export, si on considère la période 2014-2022. Il faut remonter aux années 2012-2013 pour connaître un chiffre d'affaires à l'export plus important : 71,5 milliards de dollars en 2012, 63,5 milliards de dollars en 2012. L'année 2009 a été plus prolifique : elle a atteint un pic, 77 milliards de chiffre d'affaires à l'export. Un tel résultat positif en 2022 aura pour impact l'amélioration de la situation financière en 2023 avec sans doute une augmentation des réserves de change du pays induisant une période de répit plus longue pour l'économie nationale. Une période propice, rappelons-le, pour introduire les changements indispensables afin de parvenir à une croissance économique élevée et à une économie plus diversifiée, plus performante et à une gouvernance du pays plus rationnelle. Dans la foulée, les recettes fiscales pétrolières versées au Trésor ont atteint un niveau record : 5 558 milliards de dinars, soit l'équivalent de près de 39 milliards de dollars, en hausse de 113% par rapport à celles de 2021. Le bénéfice net s'est situé à 10 milliards de dollars, un résultat jamais atteint depuis de nombreuses années.

Sonatrach a investi 4,8 milliards de dollars dans l'exploration, le développement et l'exploitation de gisements en 2022

Sonatrach a, en outre, investi 5,6 milliards l'année dernière dont 4,8 milliards de dollars dans l'investissement dans l'exploration, la compagnie nationale a injecté 708 millions de dollars. Des niveaux en baisse par rapport à ceux de la période 2010-2020 où l'investissement dans l'investissement dans l'exploration pouvait atteindre entre 7 et 9 milliards de dollars et l'investissement dans l'exploration entre 2,2 et 1,6 milliard de dollars annuellement. L'investissement dans le raffinage et la pétrochimie a représenté seulement 2% de cette enveloppe. Sonatrach a également réalisé 15 découvertes en 2022, en baisse par rapport à la moyenne de la période 2012-2022 : une trentaine de découvertes par

an. Ces découvertes ont mis en évidence 114,7 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) d'hydrocarbures. L'année 2022 a été marquée, en outre, par une légère hausse de la production d'hydrocarbures : 189,6 millions de TEP contre 185,2 millions de TEP en 2021. La production des raffineries a été également en hausse : 29 millions de tonnes en 2022, contre 28 millions de tonnes en 2021 et 27,8 millions de tonnes en 2020. L'Algérie, a en revanche importé pour 154.000 tonnes de produits pétroliers l'année dernière contre 255.000 tonnes en 2021 et 859.000 tonnes en 2020. Sonatrach a produit également 45,5 millions de tonnes de pétrole brut, 132,7 milliards de mètres cubes de gaz naturel, 8,1 millions de tonnes de condensat et 8,3 millions de tonnes de GPL aux champs. A l'export, le volume d'hydrocarbures vendu est en baisse : 91,6 millions de tep contre 95 millions de TEP en 2021. Sonatrach a exporté 36 milliards de mètres cubes de gaz naturel par gazoducs et 22 millions de mètres cubes de GNL. Les exportations de gaz naturel et GNL ont baissé respectivement de 9% et de 15% en raison des températures douces en hiver et le stockage de volumes importants de gaz par les pays consommateurs selon le rapport, une conséquence de la guerre Russie-Ukraine. Sur le marché national, Sonatrach a commercialisé 66,7 millions de TEP, contre 64,7 millions de Tep en 2021, soit une croissance 4%. A comparer également avec les 59,2 millions de TEP consommés en 2020. En l'occurrence, la compagnie nationale a vendu sur le marché domestique 50,2 milliards de



mètres cubes de gaz naturel, contre 48,4 milliards de mètres cubes en 2021 et 44,8 milliards de mètres cubes en 2020. Une tendance donc à la hausse des besoins nationaux en gaz naturel.

Production de biocarburants en partenariat avec l'Eni en cours d'étude

Par ailleurs Sonatrach a exporté un volume de 4,3 milliards de mètres cubes sur le marché spot par le biais du gazoduc Enrico Mattei, soit 12% des volumes de gaz naturel exportés. Elle a également exporté 3 cargaisons d'essence pour un volume de 73.000 tonnes. Concernant l'amont, Sonatrach concentre ses efforts dans le développement des gisements

de Hassi Guettar, Touggourt, Tinhert, Hassi Bir Rekaiz phase 2, Hassi Mouina, Ba Hamou, Touat et Isarène. En principe, ces 4 derniers gisements, nous semble-t-il, doivent être mis en service en 2023. Au registre réalisations, figurent le lot Ohanet du gisement de Tinhert, le développement du gisement de Berkine sud en association avec l'Eni. Trois contrats de partage production dans le cadre de la nouvelle loi sur les hydrocarbures ont été signés, le premier avec Sinopec concernant le gisement de Zarzaitine, le second avec Occidental, Total et Eni portant sur les gisements de pétrole de HBNS et El Merk (les deux en 2022), le troisième avec l'Eni portant sur les gisements de Berkine sud fin 2021. En matière de transition énergétique, Sonatrach a procédé au

lancement des travaux d'une seconde centrale solaire d'une capacité de 10 MW à BRN en association avec ENI. Une troisième centrale photovoltaïque est prévue à Menzel Ledjmat Est (MLE) dans le bassin de Berkine. Elle a inauguré un laboratoire solaire « Solar Lab » à BRN en partenariat avec cette même compagnie italienne. Ces réalisations entrent dans le cadre de l'objectif tracé par Sonatrach à l'origine 2030, à savoir, produire 1300 MW en énergie solaire et assurer 80% des besoins énergétiques des gisements par des installations solaires. Enfin, la conversion des raffineries d'Adrar et de Hassi Messaoud en raffineries produisant des biocarburants en partenariat avec l'Eni est en cours d'études.

Khaled Remouche

LES RÉSERVES DE CHANGE S'ÉTABLISSSENT À PRÈS DE 85 MILLIARDS DE DOLLARS

L'Etat renfloue ses caisses

Les réserves de change de l'Algérie ont sensiblement augmenté. Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, l'a évoqué, lors de l'ouverture de la session parlementaire. « Aujourd'hui, et le Premier ministre peut le confirmer, nous avons près de 85 milliards de dollars de réserves de change, sachant que l'Algérie n'a pas de dette extérieure. C'est cela notre force », a-t-il déclaré. Le pays est ainsi à l'aise sur le plan financier. Le pire de la crise financière semble passé et la situation va commencer à se normaliser. Il n'y a pas si longtemps, les réserves de change étaient tombées à un niveau justifiant la mise en place des restrictions de change ou des restrictions commerciales. Elles étaient de 44,724 milliards de dollars en septembre 2021, avant d'augmenté cette année



pour atteindre 85 milliards de dollars. Elles avaient chuté à 79,88 milliards de dollars à fin décembre 2018 et à 62 milliards de dollars début 2020, en raison de la baisse drastique des prix du pétrole. L'Algérie disposait de 144,13 milliards de dollars de réserves de change à fin 2015 contre 178,94 milliards à fin 2014. La hausse des réserves de change de l'Algérie découle de l'augmentation des prix de l'or noir et du gaz enregistrée depuis la fin de la pandémie de la Covid-19 et l'éclatement de la guerre en Ukraine en février 2022. Les cours du brut, qui étaient autour de 32 dollars en avril 2022, ont augmenté pour dépasser 121 dollars en mai 2022, avant d'entamer une courbe ascendante tout en restant au-dessus de 75 dollars le baril. Salah Goudjil a également abordé dans son

intervention la question de l'échec de la candidature de l'Algérie aux Brics. Au sommet de Johannesburg qui s'est tenu fin août, le groupe des cinq plus grandes économies émergentes de la planète n'avait pas retenu la candidature de l'Algérie, tout en ouvrant la porte de l'adhésion à six pays : Arabie Saoudite, Iran, Éthiopie, Égypte, Émirats arabes unis et Argentine. Salah Goudjil a minimisé cet échec. Pour lui, que l'Algérie soit dans les Brics ou non, « le plus important, ce sont les relations bilatérales ». « Nous avons des relations fortes et stratégiques avec ces pays », allusion sans doute à la Russie et à la Chine avec lesquelles l'Algérie entretient d'importants rapports politiques et économiques, a soutenu M. Goudjil.

Youssef S.

MASCARA:

La bataille «Djebel Menaouer», un haut fait d'armes dans l'histoire de la guerre de libération

La bataille de "Djebel Menaouer", qui a eu lieu le 5 septembre 1957 dans la wilaya de Mascara, est un des plus importants hauts faits ayant marqué la guerre de libération nationale dans la région, compte tenu des lourdes pertes subies par l'armée coloniale française.



Dans un témoignage, enregistré par la direction locale des moudjahidine et ayants droit, le défunt moudjahid Ali Hellali, qui a participé à cette bataille, indique que cette dernière fait suite à une tentative de l'armée française de se réhabiliter après trois défaites dans la région face à l'Armée de libération nationale (ALN) au mois d'août. Les forces coloniales dans la région s'apprêtaient à une opération de ratissage près du mont El Menaouer. Deux katibat (compagnies) de l'ALN, dirigées par les moudjahid Si Mohamed et Si Redouane furent assiégées par l'armée coloniale et n'eurent aucun autre choix que d'atteindre Djebel Menaouer pour se positionner. La tâche de diriger les deux compagnies fut alors confiée au moudjahid Si Redouane, commandant d'une troisième compagnie dans la zone 6 de la Wilaya V historique, qui a donné l'ordre aux moudjahidine de se diriger vers le sommet du mont Menaouer pour pouvoir se position-

ner et contrôler les mouvements des unités de l'armée coloniale française. Les combattants algériens ont ainsi très vite gagné du terrain, malgré le recours de l'armée française aux avions et à l'artillerie, a-t-on affirmé. Le 5 septembre 1957, vers 13 heures, le moudjahid Si Redouane ouvrit le feu sur un hélicoptère français et réussit à l'abattre avec tous ses passagers, dont un officier au grade de colonel, créant le désarroi dans les rangs des troupes françaises contraintes de se replier, selon le même témoignage. Les deux compagnies de l'ALN réussirent à échapper au siège et les moudjahidine portèrent les blessés sur leurs épaules et sur leurs dos. L'héros moudjahid Si Redouane était parmi les blessés, atteint par des bombes de napalm, dont l'utilisation est interdite en vertu des traités internationaux, larguées par l'armée française pour repousser les attaques des moudjahidine. L'armée coloniale a subi, au cours de cette bataille, de lourdes pertes

(650 soldats tués et un nombre important de blessés, en plus de l'abattage de six avions et autres équipements). Dans cette bataille, 69 moudjahid sont tombés au Champ d'honneur, et 23 autres ont été blessés par les bombes de napalm en majorité, évoque la direction des moudjahidine, qui a ajouté que le moudjahid Si Redouane a été évacué vers le douar "El Anatra" dans la wilaya de Mascara. Il mourut plus tard en martyr suite à son arrestation par les forces coloniales. La direction locale des moudjahidine et ayants droit organise, en partenariat avec le Musée du moudjahid de la wilaya, depuis le début de l'année en cours, des visites guidées aux lieux des batailles dans la région, dont celle de Djebel Menaouer, au profit des élèves des trois paliers de l'éducation, des étudiants universitaires et des stagiaires des centres de formation professionnelle, pour faire connaître ces épopées aux nouvelles générations.

APS

OUVERTURE DU SALON COMMERCIAL DÉDIÉ À LA RENTRÉE SCOLAIRE À ANNABA DES FOURNITURES SCOLAIRES À DES PRIX RAISONNABLES

Le salon commercial dédié à la rentrée scolaire 2023/24 a été ouvert, samedi dernier à Annaba conformément aux directives du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations et sous la supervision du wali d'Annaba, a annoncé la wilaya dans un communiqué. Ce salon, a précisé la même source, est «l'un des événements commerciaux les plus importants de la région, regroupant de nombreux acteurs économiques actifs dans le domaine des fournitures scolaires, des vêtements et des chaussures». Le directeur du commerce de la wilaya d'Annaba, Lachereb Seifeddine, a affirmé que le salon propose «une variété de produits», notamment des livres, des cahiers et diverses fournitures scolaires, ainsi que des vêtements, des chaussures et des porte-documents scolaires. Selon lui, 23 opérateurs économiques ont participé à cet événement, dont des importateurs, des

producteurs et des commerçants de détail. De son côté, Mekidèche Farah, directrice régionale du commerce à Annaba, a déclaré que «tous les produits scolaires sont disponibles au salon à des prix très compétitifs». La directrice de l'éducation de la wilaya d'Annaba, Nadia Bentahar, a souligné, quant à elle, que «le secteur de l'éducation de la wilaya redouble constamment d'efforts pour le bien des citoyens, notamment les jeunes, dans le but d'améliorer la situation des élèves et des citoyens en général». Pour sa part, Fethi Cheikh, directeur des publications scolaires de la wilaya d'Annaba, a tenu à rassurer les parents d'élèves que «le manuel scolaire est disponible au niveau de la wilaya», soulignant que «d'autres points de vente affiliés à l'ONPS sont disponibles, en plus d'une coopération avec 20 bibliothèques au niveau de la wilaya».

R.R.

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT À AÏN DEFLA AMÉNAGEMENT ET OUVERTURE DE TRANCHÉES PARE-FEU

Plusieurs projets d'ouverture et d'aménagement d'une superficie de plus de 130 hectares de tranchées pare-feu ont été récemment lancés à travers les forêts de la wilaya de Aïn Defla. En effet, des projets d'aménagement ont été lancés ces derniers à travers les forêts domaniales relevant de plusieurs communes de la wilaya de Aïn Defla, dans le cadre de la lutte contre les feux de forêt, a indiqué à l'APS le chargé de communication à la conservation des forêts, Hamrani Abderrahmane, soulignant qu'un montant

de plus de 16,1 millions de dinars a été mobilisé pour concrétiser ces opérations. Pour ce qui est des travaux d'ouverture de nouvelles tranchées pare-feu entamés, M. Hamrani a affirmé que la superficie était de 88 hectares, dont 50 ha de tranchée à réaliser au niveau de la forêt domaniale Oued El Kébir dans la commune de Tacheta Zougagha et deux autres tranchées de 32 ha et de 6 ha dans la forêt de Hangouf et d'Oued El Khemis relevant de la commune de Aïn Bouyahia.

R.R.

SECTEUR DE L'ÉDUCATION DANS LA WILAYA DE MÉDÉA

Onze projets d'envergure annoncés

Le wali de Médéa, Djahid Mous, a effectué une série de visites sur le terrain dans différentes communes de la région, mettant en avant le manque criant d'infrastructures éducatives dans les agglomérations résidentielles intégrées. Au cours de ces visites, le wali a invité tous les concernés à faire des efforts soutenus en vue de remédier à cette situation», a souligné la wilaya dans un communiqué. L'éducation étant une priorité essentielle pour l'État, des mesures concrètes ont été prises pour combler ce déficit en infrastructures éducatives. Le secteur de l'éducation de la

wilaya a ainsi bénéficié de la réalisation de 11 nouveaux établissements éducatifs dans différentes communes. Parmi ces projets éducatifs figurent la construction de six établissements scolaires de classe 2 dans différentes communes de la wilaya, de deux collèges de classe 6 à Beni Slimane et Bougezoul et de deux lycées de type 1000 dans des quartiers résidentiels intégrés à Berrouaghia et Bougezoul. Par ailleurs, afin de renforcer le secteur de la santé, il a inspecté le projet de construction d'une polyclinique. Le wali a annoncé que «des mesures immédiates seront prises pour mettre en

œuvre ces projets». Les procédures administratives nécessaires «seront accélérées, les

sites seront sélectionnés pour l'implantation des nouvelles infrastructures et les entre-

prises chargées de leur construction seront rapidement désignées».

R. R.

Laghouat : remise de sept ambulances aux établissements sanitaires

Une flotte de sept ambulances médicalisées a été remise lundi au profit des établissements de la santé des communes de la wilaya, ont indiqué hier des responsables de la wilaya. Présidant la cérémonie de remise tenue au siège de la wilaya, le wali de Laghouat, Fodil Dhoui, a affirmé que ces véhicules médicalisés ont été acquis pour un montant de plus de 90 millions de dinars puisé au titre du Programme sectoriel de développement (PSD). Ces ambulances ont été affectées

à l'établissement public hospitalier (EPH) d'Aflou, aux établissements de la santé publique de proximité des communes de Laghouat, Hassi Delâa, Brida, Ksar El Hirane, Tadjrouna, et la polyclinique de la commune de Sebguet. Le wali qui a indiqué que ces ambulances sont destinées à la prise en charge du transport des patients, dans le cas échéant, aux structures hospitalières, a insisté sur la nécessaire exploitation rationnelle du parc roulant.

APS

ChatGPT, entre risques et opportunités

ChatGPT, un chatbot basé sur l'intelligence artificielle (IA), est sur toutes les lèvres en ce moment. Pratique et gratuit, le chatbot fournit des réponses rapides et personnalisées à toutes les questions possibles. Mieux encore, il peut créer des scénarios, programmer des applications, détecter des bugs informatiques, écrire des livres entiers, des chansons, des poèmes, des scripts ou même résoudre un problème de mathématiques en quelques secondes... Bref, tout ce qui vous passe par la tête, ChatGPT semble avoir réponse à tout. Quant à sa finalité, ChatGPT se définit lui-même comme «un programme informatique capable de comprendre et de générer du langage naturel. Le

lois d'Einstein". Et, tenez-vous bien, vous aurez un texte très bien écrit en seulement quelques secondes. Plusieurs mois après son lancement, ChatGPT fascine autant qu'il inquiète.

"CHATGPT", L'OUTIL QUI PEUT ÉCRIRE À LA PLACE DE L'HUMAIN

Ce nouvel outil d'intelligence artificielle a pris d'assaut le monde de la technologie. Pour beaucoup d'entre nous, ChatGPT est un outil gratuit, pratique et complètement inoffensif. Pourtant, ce chatbot IA présente des dangers que nous ne sommes pas encore prêts à affronter.

Parmi les risques majeurs de cette technologie, on peut citer la hausse du chômage, les algorithmes erronés et le plagiat.

Il faut savoir qu'en seulement cinq jours après son lancement, ChatGPT a franchi la barre d'un million d'utilisateurs. Malgré son incroyable

ceptible de bouleverser de nombreux métiers suscite une grosse polémique. Les risques qu'elle engendre, sont nombreux. Outre Elon Musk, de nombreux experts ont tiré la sonnette d'alarme sur les dangers méconnus de l'intelligence artificielle et des chatbots IA.

LE PLAGIAT

ChatGPT n'est qu'un prototype. D'autres versions seront lancées dans les mois à venir, mais les concurrents travaillent également sur des alternatives. Cela signifie qu'au fur et à mesure que la technologie progresse, de plus en plus de données y seront ajoutées. « Avec le ChatGPT, vous pouvez demander à l'IA de faire vos devoirs.

Selon The Washington Post, de nombreux étudiants utilisent ChatGPT pour tricher ou faire leurs devoirs. Dr. Bret Weinstein s'inquiète du fait que les travaux seront difficiles à distinguer du plagiat ou des travaux effectués par un chatbot IA.

Sans aucun doute, les moteurs de recherche ont impacté notre capacité à analyser et à comprendre le monde dans lequel nous vivons. De même, les outils numériques que nous utilisons ont changé notre façon de communiquer et d'interagir les uns avec les autres. "Les chatbots IA comme ChatGPT ne feront que mettre de l'huile sur le feu", prévient Dr. Weinstein. Il est évident que les chatbots IA n'ont pas de conscience. Cependant, nous ne savons pas comment ils pourraient évoluer à l'avenir. En effet, tout comme les enfants, les chatbots IA développent leur propre conscience en suivant et en s'inspirant des autres. "Ce n'est pas loin de ce que fait actuellement ChatGPT", souligne Dr. Weinstein.

LA HAUSSE DU CHÔMAGE

Selon certains experts, ChatGPT et les autres outils similaires menacent de nombreux métiers, notamment la rédaction, l'ingénierie, la conception, la programmation, entre autres. N'oublions pas cependant que l'intelligence artificielle peut créer de nouvelles opportunités d'emploi.

Le fait que ChatGPT soit capable d'écrire des dissertations et de résoudre des problèmes mathématiques nous démontre une fois de plus que nos systèmes éducatifs sont devenus obsolètes. Il est donc grand temps pour les gouvernements et les spécialistes de créer des systèmes plus intelligents et plus adaptés à l'ère actuelle.

En fin de compte, ChatGPT vient accélérer la chute inévitable d'un ancien système qui ne correspond plus à la façon dont notre société se développe. Les partisans de l'intelligence artificielle estiment que c'est à nous de nous adapter et de trouver des moyens de travailler en parallèle avec les nouvelles technologies. Cependant, personne ne peut nier que l'utilisation non réglementée et aveugle de l'intelligence artificielle présente de nombreux risques pour l'humanité. Bien sûr, nous pouvons faire beaucoup de choses pour tirer parti de l'IA sans en subir les conséquences. Cependant, nous devons agir avant qu'il ne soit trop tard.

LE JAPON VA UTILISER CHATGPT POUR FACILITER LES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES

Le chatbot d'OpenAI doit rendre les procédures de demandes d'aides publiques ou de subventions moins complexes, en rendant les guides de démarches plus simples. Pour la première fois, un membre du gouvernement japonais a assuré vouloir utiliser l'outil de génération de texte ChatGPT. L'objectif serait de rendre plus accessibles les textes de réglementation du pays, complexes et opaques. Le modèle d'intelligence artificielle d'OpenAI doit ainsi aider le ministère de l'Agriculture, de la Forêt et de la Pêche à rendre ses documents

plus compréhensibles et d'importantes. Tetsuro Nomura, directeur de Bloomberg. Bien conscient de l'usage de l'IA, il a déclaré que seules des personnes qualifiées peuvent utiliser l'IA. "Il y a des informations que ChatGPT va fournir à jour les données et remplir des tâches de pages son changement de désormais d'OpenAI.

LE DILEMME DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'intelligence artificielle a un impact considérable sur l'économie. On estime que l'IA pourrait créer plus de postes qu'elle n'en détruirait. Cependant, elle pourrait aussi détruire des emplois. Les entreprises comme Uber, Amazon, et Google utilisent l'IA pour développer de nouveaux produits. Par exemple, Google utilise l'IA pour développer de nouveaux produits. Cependant, l'IA peut aussi créer de nouveaux problèmes. Par exemple, l'IA peut être utilisée pour créer de fausses nouvelles, de fausses vidéos, de fausses images, etc. Cela peut avoir des conséquences graves sur la société.

Alors que l'IA s'incruste dans notre vie, il est important de réfléchir à son impact. Les spécialistes de l'ontologie et de l'éthique de l'IA sont d'accord : l'IA a un impact sur la société. Cependant, il est important de réfléchir à son impact. Les spécialistes de l'ontologie et de l'éthique de l'IA sont d'accord : l'IA a un impact sur la société.

Les principes de l'IA sont d'être équitable, d'être transparent, d'être responsable, d'être respectueux de la culture, de la diversité, ces principes sont considérables. Selon lui, "l'IA doit être définie en fonction de ce qu'elle produit et d'autres termes pour adhérer à ces définitions. Anaïs Ressayre, chercheuse en IA, reste incompréhensible de la réglementation de l'IA.

CONCRÈTEMENT, QUELS RISQUES POUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ?

Pour former des professionnels de l'IA, il faut leur donner des connaissances de base. Les professionnels de l'IA doivent donc être formés à l'usage de l'IA. Les professionnels de l'IA doivent donc être formés à l'usage de l'IA.

"ChatGPT" peut faire à peu près tout : rédiger une dissertation, composer une chanson ou même résoudre un problème de mathématiques en quelques secondes. Mais certains pointent les risques et dérives d'une telle application qui pourrait aussi permettre de tricher lors d'un examen ou rédiger de faux articles d'actualité.

modèle a été entraîné sur un vaste corpus de données linguistiques, qui lui ont permis d'acquérir une compréhension approfondie de la langue, ainsi que des capacités de traitement de texte avancées.

ChatGPT est donc un programme ou un logiciel informatique, dont la première fonction est de produire un texte synthétique en réponse à une question posée, sans qu'une intervention humaine soit nécessaire.

Comment fonctionne ChatGPT ?

ChatGPT est un prototype d'agent conversationnel basé sur l'intelligence artificielle et lancé en novembre 2022 par OpenAI. Selon l'entreprise, le chatbot peut "répondre à presque toutes les questions possibles, écrire des chansons de rap, créer des œuvres artistiques, des scénarios de films, des romans, etc". Bien qu'il semble toujours sûr de ses réponses, ChatGPT n'est pas aussi intelligent qu'on ne le pense. Le chatbot IA recherche toutes ses réponses sur Internet à l'aide d'un modèle prédictif basé sur un énorme centre de données. Il est donc très similaire aux moteurs de recherche classiques comme Google ou Bing. La seule différence est qu'il est formé pour prédire des séquences de mots qui lui permettent de donner des explications longues et détaillées.

Par exemple, vous pouvez lui poser des questions classiques comme "Explique moi les trois

succès, l'outil d'OpenAI suscite des inquiétudes. Par exemple, Bret Weinstein, auteur et ancien professeur de biologie évolutive, estime que "nous ne sommes pas encore prêts pour ChatGPT".

Elon Musk, le célèbre patron de Tesla et de Twitter, fait partie des cofondateurs d'OpenAI. Cependant, il a quitté le conseil d'administration de l'entreprise en 2018, évoquant "un conflit de direction". Selon lui, "l'utilisation immodérée de l'intelligence artificielle pose un risque majeur pour l'existence de l'humanité".

Mais certains pointent les risques et dérives d'une telle application qui pourrait aussi permettre de tricher lors d'un examen ou rédiger de faux articles d'actualité. Si plusieurs personnes posent exactement la même question à "Chat GPT", l'outil générera quasiment la même réponse pour chacune d'entre elles. Si vous êtes enseignant et que vous corrigez plusieurs devoirs reprenant la même construction, les mêmes exemples ou le même raisonnement, alors il peut s'agir d'un texte généré par l'Intelligence artificielle.

Bien que ChatGPT puisse sembler complètement inoffensif, sa vitesse d'apprentissage et ses nombreuses fonctionnalités peuvent en faire un danger pour l'humanité. Le déploiement à toute vitesse de cette application dotée de capacités cognitives humaines, et donc, sus-

ULGURANT QUI FAIT POLÉMIQUE

ques et précautions

chensibles. "Nous ne faisons rien avec cela", a prévenu le ministre mura, relate l'agence américaine du danger que peut représen- ChatGPT, le ministre a prévenu es informations disponibles publi- ont traitées par l'intelligence arti- a toujours un risque de faire fuiter ions classifiées", a-t-il reconnu.

permettre au ministère de mettre anuels expliquant la manière de s demandes de subventions ou ques. Chaque année, des milliers t modifiées au Japon à la faveur de s réglementaires. Cette tâche sera éléguée à l'intelligence artificielle

ME ÉTHIQUE DE GENCE ARTIFICIELLE

e artificielle aura sans doute un idérable sur nos vies, notre systè- que et notre société. Si vous pen- est quelque chose de nouveau ou ve des films de science-fiction, vous. En effet, de nombreuses technologiques comme Netflix, on et Tesla utilisent l'intelligence our améliorer leurs processus et leurs activités.

, Netflix s'appuie sur la technolo- que son algorithme recommande x contenus à ses utilisateurs. De iber l'utilise pour détecter les miser l'itinéraire des trajets, amé- rvice client, etc.

on ne peut pas aller aussi loin avec gie aussi avancée sans menacer le rains dans certains secteurs d'acti- t, outre son impact sur l'emploi, e artificielle pose des risques beaucoup d'entre nous sous-esti-

intelligence artificielle commence à ans notre vie de tous les jours, les sont en train de créer les codes ues de cette technologie. L'objectif des règles de conduite pour l'in- dre l'intelligence artificielle aussi possible.

aussi éthiques qu'elles semblent r, ces directives sont difficiles à r le terrain. De plus, elles servent les entreprises avant ceux des uti- ar conséquent, de nombreux ment que les règles d'éthique de nt de sens, de cohérence et d'utili-

es fondamentaux de l'intelligence ont l'autonomie, l'applicabilité et bienfaisance et la justice. Cepen- e l'explique Luke Munn, de l'insti- ture de la Western Sydney Univer- mes se chevauchent et changent ment en fonction du contexte.

es termes comme bienfaisance et très relatifs, car ils peuvent être onction des caractéristiques du des objectifs commerciaux". En mes, les entreprises pourraient es principes selon leurs propres De même, Rowena Rodrigues et guier estiment que l'éthique de l'IA olète car elle est utilisée à la place entation.

EMENT, QUELS SONT LES LIÉS À L'UTILISATION DE GENCE ARTIFICIELLE ENTREPRISES ?

des chatbots IA il est nécessaire nter en données. Les entreprises c s'assurer que ces données ne pas des préjugés ou des stéréo- thnicité, la race ou le genre. Par

exemple, les systèmes de reconnaissance faciale peuvent être programmés de façon dis- criminatoire pendant l'apprentissage automa- tique.

LE PROBLÈME DE LA RÉGLEMENTATION

L'un des plus grands problèmes de l'intelligen- ce artificielle est le flou juridique qui l'entoure. Qui gère et contrôle les chatbots IA ? Qui est responsable de prendre ces décisions et qui peut être tenu responsable ? Sans réglemen- tation, nous ouvrons la voie à un Far West où les entreprises pourront se permettre tous types de pratiques pour défendre leurs intérêts et faire avancer leurs agendas. D'autre part, l'équilibre des pouvoirs est l'une des plus grandes préoccupations d'Elon Musk. Selon lui, l'intelligence artificielle est entièrement gérée par un petit groupe d'entreprises tech- nologiques et d'individus. Par conséquent, on ne peut pas encore parler de démocratisation de l'IA.

Un groupe de chefs d'entreprise et d'experts, dont fait partie Sam Altman le créateur de ChatGPT, avertissent dans une déclaration en ligne des menaces d'« extinction » pour l'hu- manité posées par l'essor de l'intelligence arti- ficielle. Les alertes se multiplient, émanant souvent de personnes ayant contribué à l'es- sor de cette technologie. Ils appellent à plus de régulation - qui leur serait d'ailleurs profitable -, sans trop de restriction.

Les alertes d'experts sur les dangers de l'intel- ligence artificielle se multiplient ces derniers mois. Y compris par des grands noms qui ont permis son émergence. Dernière alerte en

informatiques en Australie, au Japon, en Fran- ce, en Allemagne, au Canada, aux Pays-Bas, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Les personnes interrogées ont invoqué les risques liés à la sécurité des données, à la pro- tection de la vie privée et à la réputation de la marque pour justifier cette interdiction. Par ailleurs, 83% des répondants craignent que les applications non sécurisées ne constituent une menace pour la sécurité de leur environne- ment informatique.

La prudence mise à part, la plupart des répon- dants reconnaissent les possibilités offertes par l'IA générative, 55% d'entre eux citant l'augmentation de l'efficacité. Par ailleurs, 52% des personnes interrogées pensent que la technologie pourrait stimuler l'innovation, tandis que 51% affirment qu'elle améliorerait la créativité.

Quelque 81% des personnes interrogées esti- ment également que l'IA générative pourrait être utilisée pour la défense de la cybersécuri- té.

L'IA GÉNÉRATIVE, UNE PRÉOCCUPATION POUR LES RESPONSABLES

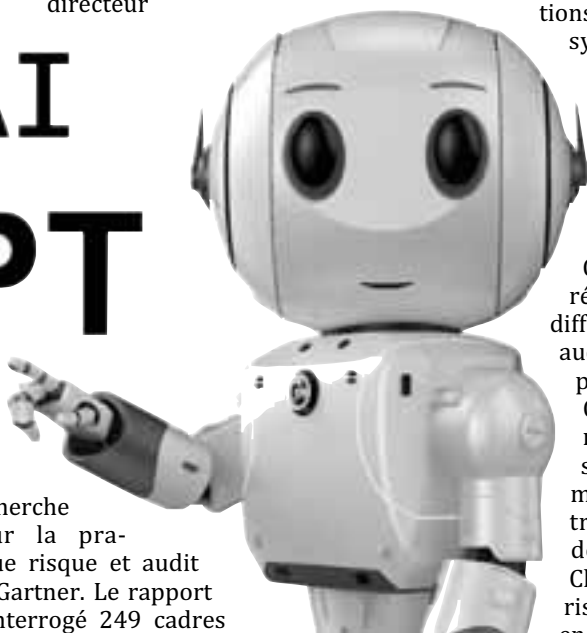
Gartner a publié tout récemment une étude qui révèle également que l'IA générative est une préoccupation majeure pour les respon- sables des risques d'entreprise.

Cette technologie a été le deuxième risque le plus cité dans l'enquête du cabinet de recherche pour le deuxième trimestre 2023, apparaissant pour la première fois dans le top 10, a déclaré Ran Xu, directeur



OpenAI

ChatGPT



de recherche pour la pra- tique risque et audit de Gartner. Le rapport a interrogé 249 cadres supérieurs en charge des risques d'entreprise en mai de cette année. "Cela reflète à la fois la croissance rapide de la sensibilisation du public et de l'utilisation des outils d'IA générative, ainsi que l'étendue des cas d'utilisation potentiels et, par conséquent, des risques potentiels que ces outils engen- drent", souligne Ran Xu.

USAGES EN ENTREPRISE

ChatGPT utilise de l'intelligence artificielle (IA) pour générer des textes construits et structurés, relativement proches de ceux qu'un humain pourrait écrire. L'outil se révèle pour l'instant plutôt performant pour la réali- sation de tâches facilement automatisables, chronophages et à faible valeur ajoutée, tant pour l'entreprise que pour les salariés. Certains employeurs ont ainsi testé ses capaci- tés de rédaction dans des domaines diversifiés tels que : la rédaction d'articles, de comptes-rendus ou encore de mails ; y compris pour des tâches plus spécialisées, par exemple en gestion des ressources humaines, pour des offres d'emploi, pour l'analyse des CV et des lettres de motivation ou

encore la préparation des entretiens. Certains salariés sont allés jusqu'à intégrer ChatGPT dans leurs outils de travail quotidien, principalement pour éviter des tâches fasti- dieuses telles que les mails types, la généra- tion de contenu marketing, la recherche de contenu scientifique, ou encore pour la rédac- tion de messages de prospection commerciale. Toutefois, son utilisation n'est pas sans risque. Le premier risque concerne l'absence de confi- dentialité des données traitées par le logiciel ChatGPT. Les données « publiées » sur ChatGPT par un utilisateur peuvent en effet être réutilisées pour entraîner le logiciel, sans qu'aucune information précise ne lui soit com- muniquée quant au sort réservé aux données ainsi traitées. Or, comme l'a jugé la «CNIL ita- lienne» lorsqu'elle a suspendu l'utilisation de ChatGPT en Italie, le Règlement Général de la Protection des Données (RGPD) exige que toute personne soit informée de tout traite- ment des données la concernant, que les don- nées personnelles communiquées soient exactes et que l'âge des utilisateurs puisse être vérifié.

Elle en déduisait que le logiciel ne garantissait pas la protection des données à caractère per- sonnel au sens du RGPD. Selon le cas, par pré- caution, il conviendrait donc de restreindre l'utilisation de ChatGPT aux données non sen- sibles et publiques ou de l'interdire pour les données privées de l'entreprise, voire de blo- quer l'accès à l'outil.

Le second risque concerne la qualité et la pro- priété de la réponse fournie par ChatGPT. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ChatGPT ne «répond» pas vraiment aux ques- tions qui lui sont posées : il se contente de synthétiser, dans une formulation

proche de celle d'un humain, les réponses qu'il trouve sur internet sur un sujet donné. Or cette réponse est contextuelle et, selon la manière dont la question est formulée, ChatGPT peut répondre tout et son contraire. Toute personne utilisant ChatGPT risque donc d'obtenir une réponse erronée, dont le bienfondé est difficilement vérifiable dans la mesure où aucune source n'est citée. Par ailleurs, la propriété des textes produits par ChatGPT n'est pour l'instant pas claire- ment identifiée . Pour prévenir ces situations, il pourrait être utile de modifier la charte informatique de l'en- treprise pour rendre obligatoire la déclaration de toute utilisation de ChatGPT par un salarié. Le troisième risque posé par l'utilisation de ChatGPT en entreprise est celui de la reproduction de biais et la reprise d'informations fausses, particulièrement élevé pour tout employeur qui envisagerait d'utiliser ChatGPT, pour la gestion de ressources humaines notamment. En effet, la « réponse » donnée par le logiciel étant basée sur les milliers voire des millions de pages web en lien avec la question posée, celui-ci pourrait parfaitement reprendre des informations erronées mais lar- gement relayées sur internet.

En pratique, il est très difficile d'identifier ces biais algorithmiques, car les critères de classe- ment et de formulation évoluent en perma- nence. Il peut donc être pertinent de réaliser une analyse de risque préalable à toute utiliza- tion de ChatGPT par l'employeur, notamment pour la gestion des ressources humaines. Pour toutes ces raisons, l'utilisation de ChatGPT en entreprise doit donc se faire avec précaution et être encadrée : soit en l'interdi- sant purement et simplement comme l'ont déjà fait plusieurs entreprises et entités publiques dans le monde, soit en imposant, à tout le moins, à quiconque l'utiliserait dans le cadre professionnel d'en informer, selon le cas, l'employeur ou le salarié concerné.

Par Amel B. et Agences

À L'ARRÊT DEPUIS 2019

LE SÉNÉGAL REMET EN SERVICE LE TRAIN POUR LE GRAND MAGAL DE TOUBA

Au Sénégal, le grand Magal de Touba se déroule le 4 septembre. C'est la fête la plus importante de la confrérie musulmane mouride qui commémore le départ en exil, au Gabon, de son fondateur, Cheik Ahmadou Bamba, en 1895. Et pour se rendre dans la ville sainte de Touba, les pèlerins peuvent maintenant prendre le train ! À l'arrêt, depuis 2019, trois premières locomotives ont quitté, vendredi 1^{er} septembre, la gare de Thiès, à 70 kilomètres de Dakar. Avec deux heures de retard, le train quitte enfin la ville de Thiès, direction Touba, à plus de 125 kilomètres. Alors que des centaines de milliers de pèlerins convergent, chaque année, vers la ville sainte, pour le grand Magal, Mohammed Kebé, étudiant à Thiès, a décidé de prendre le train pour la première fois. « C'est tellement compliqué avec la route nationale, avec le péage, également, il y a beaucoup d'embouteillages. Il y a aussi beaucoup d'accidents, beaucoup de décès, donc je préfère prendre le train parce que je crois que c'est beaucoup plus sécurisé », estime-t-il.

Le billet coûte 4 000 francs CFA en seconde classe, 7 000 en première classe, soit moins de onze euros. Des prix attractifs comparés à la route, selon Mohammed Diagne, voyageur qui habite à Thiès : « Le transport routier, près de Maga, c'est presque 5 000 francs et plus, jusqu'à 10 000 francs, mais par la route, c'est plus difficile. » Chacune des trois rames, parties dans la journée, peut transporter jusqu'à 240 personnes et le train n'a repris que quelques jours, avant et après le Magal. Cependant, les ambitions sont plus grandes. « Mon souhait, c'est qu'effectivement, au sortir du Magal, on puisse continuer à circuler toutes les semaines, une ou deux fois au moins. C'est le moment de relancer le trafic », explique Samba Ndiaye, directeur général de la société Grands trains du Sénégal, chargée de l'exploitation. Pour relancer ce train, des travaux de réhabilitation des infrastructures et de rénovation des rames ont été nécessaires.

Par RFI

LIBYE

Al-Manfi souligne l'importance de la participation de tous à la gestion des ressources du pays



Selon le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed al-Manfi, "les réunions de la Haute Commission des finances, que nous tenons en permanence dans toutes les villes et régions de Libye, sont une véritable indication que la situation sécuritaire s'est rétablie dans notre pays et que la réconciliation nationale a pris le pas sur le reste".

Le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed al-Manfi, a souligné, dimanche dernier, l'attachement du Conseil à la participation de toutes les parties, sans exclusion, marginalisation ou discrimination, à la gestion des ressources du pays. C'est ce qui ressort de l'intervention d'Al-Manfi lors de la cinquième réunion de la Haute commission des finances, qu'il a présidée dans la ville de Sebha (sud), selon un communiqué du bureau des médias du Conseil présidentiel. "Les réunions de la Haute Commission des finances, que nous tenons en permanence dans toutes les villes et régions de Libye, sont une véritable indication que la situation

sécuritaire s'est rétablie dans notre pays et que la réconciliation nationale a pris le pas sur le reste", a-t-il ajouté. Et Al-Manfi de poursuivre : "Grâce à ces réunions, nous montrons la voie à ceux qui doutent de notre capacité à

pérenniser ce mécanisme national, qui a manqué aux Libyens pendant plus de dix ans en raison des divisions et de conflits, et qui est devenu aujourd'hui une réalité qui a suscité un sentiment d'optimisme au sein de notre peuple et un accueil international sans précédent". Les Nations unies soutiennent les efforts de la Libye pour convenir de lois organisant les élections parlementaires et présidentielles tant attendues. Les Libyens espèrent que ces élections permettront le transfert du pouvoir et la fin des périodes de transition qui se sont succédées depuis le renversement du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.

Par Agence Anadolu

POUR ATTIRER L'ATTENTION D'ELON MUSK

Le groupe Anonymous Sudan pirate Twitter/X

Un groupe de hackers nommé Anonymous Sudan a lancé une cyberattaque contre Twitter (renommé X) dans plus d'une douzaine de pays, mardi 29 juillet. L'objectif : pousser le patron de Twitter/X, Elon Musk, à lancer Starlink au Soudan – un système pouvant fournir un accès à internet grâce à des satellites, mis sur orbite par une autre de ses sociétés, SpaceX.

Les pirates informatiques ont transmis leur message sur la plateforme Telegram. «Faisons parvenir notre message à Elon Musk: "Ouvrez Starlink au Soudan", ont-ils posté sur l'application de messagerie, comme le rapporte la BBC. Le média britannique public, qui a réus-

si à entrer en contact avec les membres du groupe de hackers sur Telegram, a pu en apprendre un peu plus sur leurs motivations. Crush, l'un des membres, a expliqué qu'ils ont saturé les serveurs de Twitter/X en générant du trafic sur le site, afin de neutraliser le réseau social – des «techniques de piratages brutales et relativement peu sophistiquées» souvent utilisées par le groupe, détaille la BBC. Le site de suivi DOWNDetector a enregistré près de 20.000 rapports de panne par des utilisateurs aux États-Unis et au Royaume-Uni, mais le nombre de personnes susceptibles d'avoir été touchées peut s'avérer bien plus élevé. Pour les membres d'Anony-

mous Sudan, l'attaque de Twitter/X sert un objectif plus grand. «Notre objectif à long terme est de montrer au monde entier que les Soudanais peuvent, malgré des capacités restreintes, avoir de solides compétences dans différents domaines», explique celui qui se fait appeler Crush. Un autre membre du groupe, surnommé Hofa, a ajouté que cette soi-disant attaque par déni de service (DDoS) avait pour but de sensibiliser l'opinion publique sur la guerre civile au Soudan qui «dégrade la qualité d'internet, qui tombe assez régulièrement en panne». Plus de 4,8 millions de civils ont été déplacés par les affrontements entre l'armée soudanaise et le

groupe paramilitaire des Forces de soutien rapide (FSR), a déclaré le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), dans un communiqué. L'OCHA précise que plus de 3,8 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, alors qu'un million d'autres ont traversé les frontières pour trouver refuge dans les pays voisins. "Des personnes ont été déplacées dans les 18 États du pays", précise le communiqué, ajoutant que près de 72,3 % des personnes déplacées à l'intérieur du pays sont originaires de la capitale Khartoum.

Par Agences

INVESTISSEMENTS EN TUNISIE

Signature d'un accord de coopération entre la CCITUNIS et Jedco pour l'Investissement

La Chambre de commerce et de l'industrie de Tunis (CCITUNIS) a signé, lors d'une visite d'affaire effectuée du 29 au 31 août 2023, en Jordanie, un mémorandum d'entente avec l'Entreprise jordanienne pour le développement des projets (Jedco), en vue de renforcer la coopération entre les deux pays et inciter à l'investissement.

Ce mémorandum a été signé dans le cadre de la clôture du projet Propriétés

intellectuelles capacités de croissance intelligente, durable et inclusive dans la région méditerranéenne (IPMED), financé par ENICBCMed Programme Bassin maritime Méditerranée, une initiative de coopération transfrontalière (CTF) mise en œuvre par l'UE dans le cadre de l'instrument européen de voisinage (IEV).

Il regroupe la Tunisie, la Jordanie, l'Italie, la Grèce, selon un communiqué

publié par la CCI Tunis. La délégation de la CCI TUNIS a tenu des rencontres bilatérales avec les hommes d'affaires et les investisseurs de la Chambre de commerce d'Amman, au cours desquelles, ils ont passé en revue les opportunités d'investissement et commercial entre les deux pays et les moyens de les développer pour promouvoir l'échange commercial en commun. Un accord de coopération a été également signé par la

CCITUNIS avec le Forum d'affaires Palestino-Jordanien, dans le but de créer un réseau entre les hommes d'affaires tunisiens, jordaniens et palestiniens, d'identifier des opportunités d'emploi communes et d'échanger des expériences. Les deux parties ont convenu d'échanger les informations économiques, et celles relatives à l'investissement et au climat des affaires.

Par Agence tunisienne

CAN-2023

Arrivée de l'EN à Constantine pour effectuer son stage de préparation

Dans une déclaration à l'APS, le chargé de communication de la FAF, Salah Bey Aboud, a indiqué que la majorité des joueurs sélectionnés par le coach Djamel Belmadi pour jouer ces deux matchs sont présents à l'exception de Houssam Eddine Aouar absent car blessé et Riadh Mehrez, qui devaient rejoindre hier l'équipe.

La sélection algérienne de football est arrivée lundi à Constantine pour effectuer un stage de courte durée de préparation en prévision des matchs contre la Tanzanie et le Sénégal programmés respectivement le 7 et le 12 septembre courant. A son arrivée à l'aéroport international Mohamed Boudiaf de Constantine, l'équipe nationale a été accueillie par le wali, Abdelkhalek Sayouda et les autorités locales civiles et militaires avant de prendre le départ vers le siège de résidence, au cercle régional de l'Armée dans la ville de Constantine. Le coach national, Djamel Belmadi a programmé ce stage au complexe sportif Chahid Hamlaoui de Constantine pour une durée de 8 jours afin de préparer au match de la 6e et dernière journée des éliminatoires de la prochaine Coupe d'Afrique



des nations (CAN-2023) « reportée à 2024 » devant avoir lieu dans la soirée de jeudi prochain au stade 19 mai 1956 à Annaba contre la Tanzanie et également au match amical opposant les verts à l'équipe du Sénégal le 12 septembre prochain à Dakar. Initialement prévu à Tabarka (Tunisie), ce stage de préparation a été délocalisé à Constantine. Dans une déclara-

tion à l'APS, Le chargé de communication de la FAF, Salah Bey Aboud a indiqué que la majorité des joueurs sélectionnés par le coach Djamel Belmadi pour jouer ces deux matchs sont présents à l'exception de Houssam Eddine Aouar absent car blessé et Riadh Mehrez qui devaient rejoindre hier l'équipe demain mardi. Dans une déclaration à la presse, le wali

de Constantine a affirmé que tous le moyens nécessaires ont été mobilisés pour réussir ce stage et mettre la sélection nationale dans un confort complet. Pour rappel, la sélection nationale de football effectuera deux séances d'entraînement avant de partir mercredi prochain vers Annaba en prévision du match contre la Tanzanie.

Avec APS

GIANLUIGI BUFFON (ITALIE) :

«Spalletti est l'homme de la situation»

Gianluigi Buffon, l'ancien gardien de but emblématique de l'Italie et de la Juventus Turin, désormais chef de délégation de la Nazionale, a présenté, lundi dernier, le nouveau sélectionneur Luciano Spalletti comme «l'homme de la situation». «J'ai la sensation que l'Italie a trouvé l'homme de la situation au moment juste», a déclaré Buffon lors de sa première conférence de presse dans ce nouveau rôle. «J'ai eu la chance de passer les derniers jours avec le sélectionneur, son staff et j'ai entendu qu'ils parlaient de concepts, d'émotions et de valeurs qui sont, selon moi, nécessaires pour atteindre notre objectif», a poursuivi Buffon, qui a racroché les gants début août, à 45 ans, après une dernière saison

avec Parme, en 2e division. Ancien entraîneur de Naples, Spalletti, qui a succédé à Roberto Mancini, va diriger pour la première fois l'Italie contre la Macédoine du Nord le 9 septembre et contre l'Ukraine, trois jours plus tard, dans le cadre des qualifications pour l'Euro-2024. A propos de la démission de Mancini, devenu depuis sélectionneur de l'Arabie saoudite, qui a pris le football italien par surprise mi-août, Buffon a botté en touche, reconnaissant tout de même que «c'était une décision inattendue». «La Fédération italienne a réagi rapidement et efficacement, c'est ça qui importe à ceux qui s'intéressent à la Nazionale» a insisté «Gigi». Buffon, détenteur du record de sélections en

équipe d'Italie (176), succède au poste de chef de délégation à Gianluca Vialli, décédé en janvier 2023 à l'âge de 58 ans et qui n'avait pas été remplacé depuis. «Arriver ici et vouloir faire comme Vialli à ce poste est une erreur, je ne serai jamais à son niveau. Je veux simplement être celui que j'ai toujours été ce pour quoi on m'appréciait» a prévenu le champion du monde 2006 et vice-champion d'Europe 2012. Il a, par ailleurs, salué le parcours de celui qui lui a succédé dans les buts italiens, le gardien du Paris SG Gianluigi Donnarumma : «Je l'ai vu progresser, aussi à travers ses erreurs, car c'est là qu'on apprend le plus. J'ai quitté un ado et je vais retrouver un homme», a-t-il jugé.

Avec AFP

VOLLEY-BALL/CAN-2023

Victoire de l'Algérie face au Burundi (3-0)

La sélection algérienne masculine de volley-ball s'est imposée hier devant son homologue du Burundi sur le score de 3 sets à 0 (25-10, 25-09, 25-17), pour le compte de la deuxième journée de la 24e édition du Championnat d'Afrique des nations qui se déroule du 3 au 14 septembre au complexe olympique du Caire en Egypte. Versé dans la poule A, le Six national enchaînera mercredi (18h00) face à

l'Egypte, qui a battu le Burundi (3-0 : 25-11, 25-08, 25-10), dimanche pour le compte de la 1re journée de compétition. Cette 24e édition du Championnat d'Afrique des nations, enregistre la participation de 15 pays répartis en quatre poules (A, B, C, D). Les quinze équipes se qualifieront aux huitièmes de finale du tournoi, prévus vendredi. La Tunisie tenante du trophée a hérité de la poule B

avec le Mali, la Tanzanie et le Tchad. Les deux autres poules du tournoi continental sont composées du Cameroun, du Kenya, du Ghana et de la Libye pour la poule C, alors que la poule D regroupe le Maroc, le Rwanda, le Sénégal et la Gambie. La dernière édition du Championnat d'Afrique des nations masculin, disputée en 2021 au Rwanda, avait été remportée

par la Tunisie devant le Cameroun (3-1).
Point du groupe A:

Classement	Pts	J
1.Egypte	3	1
2.Algérie	3	1
3.Burundi	0	2
Déjà jouées		
1ere journée:		
Egypte - Burundi 3-0: (25-11, 25-08, 25-10)		
Exempte: Algérie		

2e journée (mardi 5 septembre):
Burundi - Algérie 0-3: (25-10, 25-09, 25-17)
Exempte: Egypte
Reste à jouer:
3e journée (mercredi 6 septembre):
Egypte - Algérie (18h00)
Exempte: Burundi.
NB: toutes les équipes sont qualifiées aux huitièmes de finale.

APS

RC ARBAÂ

KAROUF, NOUVEL ENTRAÎNEUR

Le RC Arbaâ, relégué en Ligue 2, a engagé un nouvel entraîneur pour la saison 2023/2024. Il s'agit de l'ancien international et entraîneur de l'Olympique Akbou, Mourad Karouf, qui a réussi une accession historique avec le club de la Soummam en Ligue 2 (groupe Centre-Est). Karouf a été engagé par le président Abdelhamid Boukhalfa qui a finalement décidé de poursuivre sa mission à la tête du club de la Mitidja, après avoir annoncé précédemment sa démission. Le RC Arbaâ, versé dans le groupe Centre-Ouest, entamera la saison par un déplacement à Oran pour y affronter l'ASMO, samedi 23 septembre.

R.S.

ÉQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL :

HOUSSEM AOUAR DÉCLARE FORFAIT

Le joueur de l'AS Rome (Italie), Houssem Aouar, ne prendra pas part au stage de l'équipe nationale qui débute demain, lundi. Il est par conséquent « out » pour les deux prochains matchs, face à la Tanzanie, le 7 septembre à Annaba, en officiel, et le Sénégal, le 12 du même mois à Dakar, en amical. « Le staff médical de l'équipe nationale a reçu le dossier de Houssem Aouar du staff médical de son club, l'AS Rome, suite à sa blessure contractée vendredi en Série A face au Milan AC », a indiqué la fédération algérienne de football (FAF), dans un communiqué. « Après un échange entre les deux staffs médicaux et également une discussion entre le joueur et le staff technique, il a été décidé de ne pas faire venir le joueur pour constater sa blessure par l'équipe médicale de la sélection nationale », a ajouté la même source.

R.S.

SUPERCOUPE DE LA CAF-2023

L'USMA FACE AU CLUB ÉGYPTIEN AL AHLY

L'équipe d'Al Ahly est le grand favori lors de la Supercoupe d'Afrique qui l'opposera, vendredi 15 septembre, à Taïf (Arabie Saoudite), contre le représentant algérien, l'USM Alger. Le club d'Al-Ahly est le favori lors de la Supercoupe, mais l'USMA ne sera pas un adversaire facile», a déclaré le coach usmiste. Il a ajouté : «Nous devons songer à nos forces au lieu de penser uniquement à celles du Ahly. Nous essayerons de jouer avec nos qualités et j'espère que le fair-play sera présent dans cette rencontre». Nous avons conclu douze (12) transactions et l'équipe sera plus forte que l'année passée. Nous allons donc pousser tous les joueurs à fournir le meilleur d'eux-mêmes durant la préparation et les plus aptes seront présents face au Ahly.

R.S.

DJAMIL AISSANI, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA, À L'EXPRESS :

«Nous savons aujourd'hui comment l'aqueduc de Saldæ a été construit»

Les vestiges de l'aqueduc qui relie Toudja à Béjaïa suscitent encore de nos jours la fascination et la curiosité des chercheurs et des touristes. Le professeur Djamil Aissani, directeur de l'Unité de Recherche LAMOS et président de la Société Savante GEHIMAB initiatrice du projet du « Musée de l'Eau de Toudja » nous en parle et nous donne de précieuses informations sur cet aqueduc dont les visiteurs, dans leur majorité, n'en connaissent que les impressionnants piliers encore debout du pont aqueduc Tihnaïne sis à Toudja.



**PROPOS RECUEILLIS
PAR BOUALEM B.**

● **L'Express : L'aqueduc de Toudja et les citernes d'El Arioua dans la commune de Fenaïa sont les deux ouvrages hydrauliques de la période romaine les plus connus de Béjaïa. Y a-t-il d'autres ouvrages hydrauliques remontant à l'époque romaine qui sont dignes d'intérêt et doivent être protégés ?**

DJAMIL AISSANI : Effectivement, l'aqueduc de Saldæ (Toudja) est le monument le plus important de la wilaya de Béjaïa. Les grandes citernes d'El Arioua (commune de Fenaïa, à la limite de la commune d'El Kseur) sont imposantes de par leurs dimensions et le rôle qu'elles ont joué dans l'alimentation en eau de la deuxième ville romaine de la wilaya de Béjaïa, à savoir Tubusuptu - Tiklat. Il y a d'autres ouvrages hydrauliques remontant à l'époque romaine qui doivent être protégés. Tout d'abord, les grands thermes de Tubusuptu (El Kseur) qui occupent une place très importante, tant par leur superficie que par la hauteur des vestiges conservés (jusqu'à 15 mètres au-dessus du sol actuel, 20 mètres au-dessus du niveau des mosaïques). Au niveau des citernes d'El Arioua (Fenaïa), il y a deux aqueducs qui sont très importants. En effet, c'est probablement vers la fin du II^e siècle (après Jésus Christ), sans doute après la construction du rempart, que la ville de Tubusuptu - Tiklat fut munie de pas moins de deux aqueducs de 7 km et 11 km de long environ, situés de part et d'autre de la Soummam. L'aqueduc de la rive gauche faisait 07 kilomètres. Il prenait son origine à Tala Itchouren (« la grande source »). La conduite recueillait l'eau de diverses sources coulant sur les versants méridionaux de Timri-Inourer, d'Iouchfan et d'El-Kebour ou Hama, montagnes situées à l'ouest de Tiklat. Ses eaux se déversaient dans les grandes citernes d'El Arioua. Un autre aqueduc long de 11 km prenait naissance à Aïn Arbala, chez les Beni Djelil, et traversait toute la tribu des Sanhadja, en suivant

un contrefort entre le Bou Soumeur à l'ouest et l'oued Amacin à l'est. A l'heure actuelle, ces deux conduites sont insuffisamment documentées. En particulier, nous ne savons pas encore comment était résolu le passage de la Soummam (aqueduc sur piliers, conduite forcée enterrée dans le lit du fleuve ?). Signalons enfin que de nombreuses citernes romaines existent dans la ville de Béjaïa : Sidi Touati, Hôpital Franz-Fanon, Hôtel de Ville. Mais celle où devait arriver l'eau de l'aqueduc se trouve au niveau de la Cité Amimoun (Camps supérieur, ou bien Cité Jacques-Chaban-Delmas) devant la porte dite du grand ravin. Elles sont actuellement exploitées par les services hydrauliques de la wilaya de Béjaïa. Elles ont des dimensions imposantes : 29,60m x 15,85m x 15,50m, soit un volume de 7 271,98 m³.

● **Ces ouvrages sont construits à quelle époque exactement ?**

Les villes romaines de Saldæ (fondée vers 25 avant J.C.) et de Tubusuptu - Tiklat (fondée vers 27 avant J. C.) datent d'avant l'ère chrétienne. Par contre, la construction des aqueducs date du II^e siècle de l'ère chrétienne.

● **Dans quel état se trouvent actuellement tous ces vestiges ?**

Les vestiges des deux aqueducs de Fenaïa et d'Ath Jellil ne sont pas protégés. Mais nous savons que les APC et les sociétés civiles des Ifnayan et des Ath Jellil sont mobilisées pour la sauvegarde de ce patrimoine archéologique. Il y a localement des personnes sources qui sont sensibilisées. Mais, pour que l'OGECB (Office de Gestion des Biens Culturels) et la Direction de la Culture de la Wilaya de Béjaïa puissent être impliqués dans la préservation, il faudrait que l'on mette en œuvre des dossiers de classement pour les intégrer dans les Biens Culturels de la Wilaya de Béjaïa. Il s'agit d'un travail long et complexe impliquant des études techniques (plan de masse, plan de situation, statut juridique...).

● **Rien qu'à travers les quelques vestiges qui subsistent, on ne peut pas s'empêcher de dire que l'aqueduc de Toudja est un chef-d'œuvre d'ingénierie. Aujourd'hui encore il fascine ! Qu'est-ce que le rend d'après vous si imposant et son système si ingénieux ?**

L'aqueduc de Saldæ (Toudja) est aujourd'hui mondialement connu, car nous savons comment il a été construit. En effet,

l'ingénieur - Librator Nonius Datus, dont la devise était « Patientia, Virtus, Spes » (- à savoir, « Patience, Courage, Espérance »), a transcrit sur un Cippe romain les péripéties de la construction du Tunnel de Lahbel. Ce Cippe a été découvert à Lambèse en 1866. Il se trouve actuellement sur la petite fontaine en face de la mairie de Béjaïa. Il est classé depuis 1991. Grâce à cela et aux relevés réalisés ces dernières années (voir par exemple la thèse de doctorat de Hocine Djermoune), il est possible d'avoir des informations sur la manière avec laquelle les Romains calculaient à l'époque.

● **L'Aqueduc alimente la colonie de Saldæ. N'y avait-il pas à l'époque dans les environs immédiats de Saldæ, des sources, des rivières pour alimenter la cité ? Pourquoi fallait-il aller jusqu'à Toudja pour en chercher avec tous les travaux titanesques qui en découlent ?**

Au début de la fondation de Saldæ (à savoir, en 25 avant Jésus-Christ), la ville avait été alimentée à partir des eaux du Gouraya. C'est avec l'extension de la ville que l'eau a commencé à manquer et il fallait trouver une solution. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé en 1896 lorsque la ville coloniale de Bougie a manqué d'eau. Les services des travaux publics (sous la houlette de l'ingénieur-polytechnicien Albert Ribaucour) ont réutilisé cet aqueduc. Le dossier technique signé de la main d'Albert Ribaucour se trouve au niveau du Musée de l'Eau de Toudja. Ce n'est que plus tard que sera construite la conduite de Oued Ghir.

● **Les matériaux et le matériel utilisés dans la construction de cet aqueduc sont-ils tous d'origine locale ?**

Oui. Les lecteurs intéressés par des détails peuvent consulter le site internet du Musée de l'Eau de Toudja (<http://www.museetoudja.org>), ou bien demander des explications à son directeur, M. Idir Chibane.

● **Chaque fois qu'on parle de l'aqueduc de Toudja, on cite ce Cippe découvert loin de Toudja, à Lambèse. Qu'a-t-il de si spécial ?**

Figurez-vous que l'on sait aujourd'hui pourquoi il se trouve sur la petite fontaine en face de l'Hôtel de Ville de Béjaïa (le bureau du président de l'APC). En effet, c'est l'ingénieur polytechnicien Albert Ribaucour (mort en 1893) dont j'avais parlé tout à l'heure qui avait

expliqué au Maire de la ville de l'époque quel était son rapport avec les péripéties de construction du tunnel de Lahbel (de l'aqueduc). Il lui avait alors demandé de faire un dossier auprès du Gouverneur Général pour récupérer ce monument et le ramener à Bougie.

● **Peut-on situer l'époque de la destruction de cet aqueduc et de sa mise hors service ?**

Non, mais le géomètre Eugène Dewulf, qui était en poste à Bougie vers 1865, s'était intéressé à cette conduite. Il a supposé que les Hammadites avaient reconstruit et donc réutilisé l'aqueduc. C'était tout à fait possible car ces derniers avaient des rapports particuliers avec les républiques italiennes et qu'ils ont pu donc faire appel à des ingénieurs qualifiés. Il est frappé par la forme de la section de cette

2010 ?

Le Musée de l'Eau de Toudja est le seul musée de l'eau en Afrique qui a été conçu pour le public. Il a été conçu par la Société savante de Béjaïa et l'APC de Toudja dans le cadre d'un programme européen et avec le soutien de l'APW de Béjaïa et des structures liées à l'hydraulique (Direction de l'Hydraulique, Algérienne des Eaux,...). Djamil Bouhired et Abdelkader Guerroudj, présents à l'inauguration, en sont la marraine et le parrain. En plus d'Axxam Waman (la Maison de l'Eau), le Musée est constitué de la petite source ludique, du chemin des moulins et de la route de l'eau.

● **Je vous laisse conclure...**

Aujourd'hui, le Musée de l'Eau de Toudja est géré par l'Agence AGIRE (Ministère des Res-



**AQUEDUC DE TOUDJA
(SALDAE)**

conduite d'eau. Cette section, déterminée par les lignes des dépôts calcaires et la pente, permet de calculer quel était le débit ordinaire de la conduite. En faisant l'hypothèse que la quantité d'eau distribuée dans la ville (de Bougie médiévale) pour tous ses besoins s'élevait « comme à Montpellier » à 60 litres par habitant et par 24 heures, le Capitaine Eugène Dewulf calcule quelle était la population de la cité à l'époque hammadite. Il obtient 86 000 habitants. Beaucoup plus tard, Léon l'Africain estimera cette population lors de son séjour dans cette ville à 24 000 feux (ce qui correspond environ à 100 000 habitants).

● **Un mot sur le Musée de l'eau de Toudja initié par votre association et inauguré en**

sources en Eau) qui devait en faire une vitrine. Nous espérons que le programme de travail qui avait été discuté lors des visites des ministres et lors des séminaires de mise en œuvre sera concrétisé. De même, nous souhaitons que la fête de l'eau (Tamaghra Waman), qui avait été organisée à Toudja de 2010 à 2019 - le premier samedi qui suit la Journée mondiale de l'eau et qui avait drainé des milliers de festivaliers - soit relancé. A propos de l'aqueduc de Toudja, signalons que toute une équipe pluridisciplinaire et multisectorielle (OGECB, Direction de la Culture, APC de Béjaïa, APC de Toudja, Direction de l'Hydraulique, AGIRE, Algérienne des Eaux, GEHIMAB,...) est en train de préparer le dossier de classement national.

TOURNÉE ASIATIQUE DE LA CHEFFE DE L'INSTITUTION FINANCIÈRE MONDIALE La Chine et le FMI s'engagent à poursuivre leur coopération

Le Premier ministre chinois, Li Qiang, a rencontré vendredi la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva. Les deux parties se sont engagées à renforcer davantage leur coopération. La Chine optimisera l'environnement de développement des entreprises privées, améliorera l'échelle et la structure du commerce extérieur, et fera plus d'efforts pour attirer et utiliser les capitaux étrangers, selon le Premier ministre chinois. M. Li a déclaré que la Chine était disposée à approfondir sa coopération avec le FMI et à aider ce dernier à continuer de jouer un rôle important dans la gouvernance mondiale. Il a exprimé l'espoir que la 16e révision générale des quotes-parts du FMI produirait des résultats significatifs. Il a également exprimé l'espoir que le FMI s'opposerait au protectionnisme et à toute forme de découplage et de rupture de chaîne, qu'il protégerait la mondialisation économique et le libre-échange, qu'il maintiendrait le flux stable et harmonieux des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales, et qu'il améliorerait la représentation, la voix

et l'influence des marchés émergents et des pays en développement dans les affaires internationales. La Chine continuera à aider le FMI à jouer son rôle en matière de dette, et espère que toutes les parties se rencontreront à mi-chemin et soutiendront les pays en développement par des actions concrètes, a réitéré M. Li. Comme la Chine contribue à la hauteur d'un tiers de la croissance économique mondiale, Mme Georgieva a indiqué que le FMI appréciait les efforts soutenus déployés par la Chine pour promouvoir la croissance économique et son rôle de chef de file pour aider les pays vulnérables et les pays à revenu faible et intermédiaire, à se développer et à réaliser la croissance économique mondiale. Le FMI est prêt à coopérer davantage avec la Chine, a déclaré Mme Georgieva. Elle a appelé toutes les parties à maintenir la stabilité et la fluidité des chaînes d'approvisionnement mondiales pour prévenir les risques de fragmentation, affirmant que le FMI travaillerait pour obtenir des résultats positifs dans le cadre de la révision générale des quotes-parts.

Par Agence Xinhua

PROJET ROUTIER ADDIS-DJIBOUTI L'Ethiopie et la Banque mondiale actent un accord de financement de 730 millions de dollars

La Banque mondiale et le ministère éthiopien des Finances ont acté l'accord de financement de 730 millions USD pour réhabiliter la section Mieso-Dire Dawa (160 km) sur le corridor commercial Addis-Abeba-Djibouti, long de 375 km.



Cela intervient quelques semaines après l'approbation par le Conseil d'administration de l'institution de Bretton Woods. Le projet prévoit la construction en 4 voies de ce tronçon actuellement très endommagé en raison des importants flux quotidiens de camions, obligeant les transporteurs à emprunter de

longs détours qui rallongent le trajet de près de 146 km. Selon la Banque mondiale, cette route concentre près de 95% des volumes commerciaux entre l'Ethiopie et Djibouti, et sa réhabilitation allégera les contraintes logistiques liées à l'état d'enclavement de l'Ethiopie, en plus d'en stimuler l'intégration régionale. Les retombées au plan local sont entre autres l'amélioration de la connectivité des populations de la région, de la sécurité routière, la réduction du temps de trajet, des coûts liés au carburant ainsi qu'à l'entretien des véhicules. D'après les données du COMTRADE des Nations-Unies, la valeur des exportations de Djibouti vers l'Ethiopie était de 175 millions USD en 2021, les produits dominants étant le riz, l'huile de palme et les autres huiles végétales. Les flux en sens inverse sont chiffrés à 103 millions USD, avec le manioc, les huiles végétales, le textile, les animaux vivants et les sacs d'emballage comme produits les plus exportés.

Par Agence Ecofin



« Ce sont principalement les domaines du «transport et de la logistique» où l'emploi a diminué, rapporte le département du travail.

Le taux de chômage aux Etats-Unis a grimpé en août à son plus haut niveau (3,8 %, contre 3,5 % en juillet) depuis février 2022, a annoncé le département du travail américain, vendredi 1^{er} septembre. Dans le même temps, les Etats-Unis ont enregistré des créations d'emplois plus nombreuses qu'attendu, en raison d'un afflux, bienvenu, de nouveaux travailleurs sur le marché du travail : 187 000 emplois ont été créés en août, davantage que les 170 000 attendus par les analystes.

En revanche, les prévisions de créations d'emplois ont été révisées en forte baisse, avec près de 110 000 créations en moins que ce qui était prévu en juin et en juillet.

La hausse du taux de chômage, malgré des créations d'emplois toujours nombreuses, est notamment due au fait que plus d'un demi-million de personnes sont entrées sur le marché du travail pendant le mois d'août.

Une analyse corroborée par Rubeela Farooqi, cheffe économiste pour la société de conseil High Frequency Economics : « Les salaires ont décéléré et le taux de chômage a atteint son plus haut niveau depuis février 2022 à cause d'une forte augmentation de la popula-

tion active. »

« L'emploi a poursuivi sa tendance à la hausse dans les services de santé, les loisirs et l'hôtellerie, l'assistance sociale et la construction. L'emploi dans le transport et la logistique a diminué », détaille le département du travail. Une pénurie de main-d'œuvre depuis le Covid a poussé les employeurs à relever les salaires. C'était une bonne nouvelle pour les travailleurs, mais cela a contribué à faire flamber l'inflation.

Un retour durable de l'inflation à un niveau acceptable passe donc par une « détente des conditions du marché de l'emploi », a récemment déclaré le président de la banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell. L'institution monétaire est en première ligne pour faire ralentir l'inflation. Son principal outil pour y parvenir est de relever son principal taux directeur, ce qui pousse les banques à proposer à leur tour des crédits à des taux plus élevés aux ménages et aux entreprises. Ceux-ci sont moins enclins alors à consommer ou investir, ce qui desserre la pression sur les prix. La question est désormais de savoir si elle prolongera ou non les hausses lors de sa prochaine réunion, les 19 et 20 septembre. Elle l'a fait à

onze reprises depuis mars 2022, portant ses taux au plus haut depuis vingt-deux ans, dans une fourchette de 5,25 à 5,50 %.

« Un ralentissement des pressions salariales et une hausse du taux d'activité sont encourageants, confirmant un certain assouplissement des conditions du marché du travail, conforme à ce que souhaitent les responsables de la Fed. Nous pensons que ces données plaident en faveur d'une absence de hausse des taux », lors de la réunion de septembre, anticipe Rubeela Farooqi. Certains secteurs peinent toujours à trouver suffisamment de main-d'œuvre. Par exemple, en pleine période de rentrée scolaire, la ville de Philadelphie (Etat de Pennsylvanie) n'a pas assez de chauffeurs de bus, et offre 300 dollars par mois aux parents qui n'utilisent pas le bus scolaire, le fameux schoolbus jaune, mais déposent eux-mêmes leur enfant à l'école. Mais l'inflation, qui ralentissait depuis des mois, est repartie à la hausse en juillet, tirée par les prix des logements. Elle s'est établie à 3,2 % sur un an, contre 3,0 % le mois précédent, selon l'indice des prix à la consommation du département du travail, qui fait référence.

Par Le Monde

GRANDE-BRETAGNE

Des écoles contraintes de fermer quelques jours avant la rentrée scolaire

Plus de 150 écoles britanniques ont été contraintes de fermer pour un risque d'effondrement, suscitant la colère des parents et des enseignants à la veille de la rentrée scolaire et posant un nouveau casse-tête au gouvernement. Le ministère britannique de l'Education a déclaré que 156 écoles sont affectées par la présence de béton cellulaire durci en autoclave (AAC) dans leurs bâtiments, que les autorités estiment désormais susceptibles de s'effondrer. Le système éducatif

britannique, qui se remet encore de l'impact de la pandémie sur l'apprentissage à domicile, a été frappé par six mois de grèves des enseignants en 2023, en plus du défi posé par le manque de financement dénoncé par les établissements dans un contexte inflationniste.

Ces difficultés interviennent alors que le Premier ministre Rishi Sunak, déjà affaibli par des actions syndicales dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des transports, se prépare aux élections

nationales de l'année prochaine. La ministre de l'Education, Gillian Keegan, a déclaré que la majorité des écoles touchées resteraient ouvertes, l'AAC ne se trouvant que dans une petite partie des bâtiments scolaires. "Dans certains cas, c'est toute l'école qui sera touchée", a toutefois déclaré Nick Gibb, ministre des Ecoles, à Sky News vendredi.

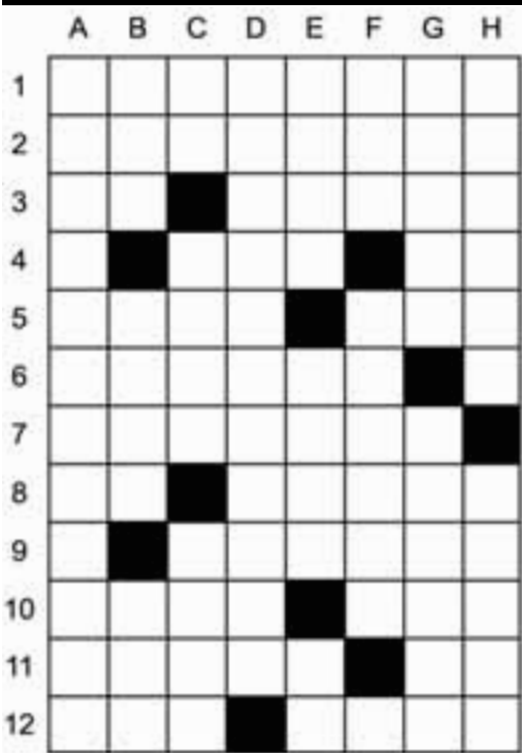
L'annonce de la fermeture des écoles intervient seulement quelques jours avant la rentrée scolaire, suscitant des

critiques sur le temps de réaction trop long du gouvernement.

"Le ministère de l'Education et le gouvernement ont gaspillé de précieux mois à cacher cette crise alors qu'ils auraient dû réparer les bâtiments scolaires dangereux", a déclaré Mike Short, responsable de l'éducation au sein du syndicat UNISON. Gillian Keegan a déclaré que la sécurité était la priorité absolue du gouvernement.

Par Agence

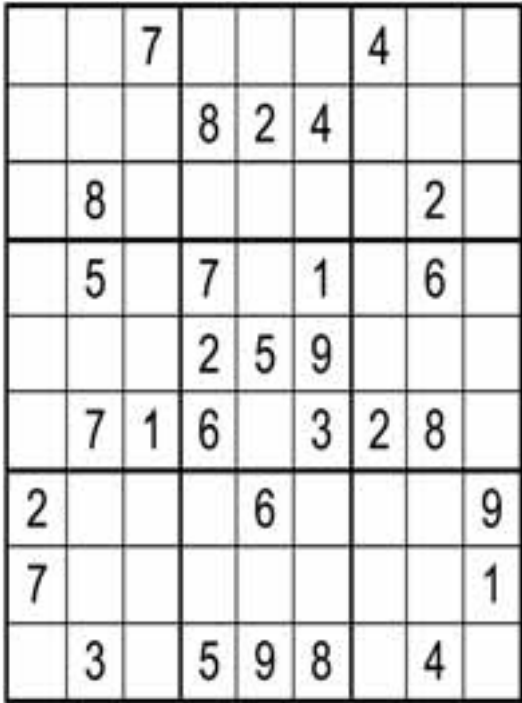
Mots Croisés



- HORizontalement**
- A. Peintre qui consomme beaucoup d'eau.
 - B. Présentée sans habits. Elle nous veut du bien. Fera l'affaire.
 - C. Gallium au labo. Ils sont fauchés en été. Matière à la noix.
 - D. Spécialiste des bons branchements.
 - E. Revêtement imperméable. Préfixe qui donne des ailes. Chlore du chimiste.
 - F. La voix qui commente. Privé de ventre.
 - G. Fraction. Prénom qui rime avec jolie.
 - H. Faucilles de druides. Dont le talon est usé.

- VERTICALEMENT**
- 1. Chérubins.
 - 2. Bon pour le job.
 - 3. Sigle de l'Europe. Séjour diabolique.
 - 4. Linguiste et romancier italien. Un père.
 - 5. Prise d'otage. Cap à tenir.
 - 6. Dignité musulmane.
 - 7. Le bord du bois.
 - 8. Pan de jupe. Il ne paie pas, dit-on.
 - 9. Film qui retrace une vie.
 - 10. Titre bien en cour. Il est prédestiné par dieu au salut.
 - 11. Se débite en rondins. Pour un homme.
 - 12. Elle prend goût avec le sirop. Bel et bien ficelée.

SIDOKU



1 2 3 4 5 6 7 8 9

LES MOTS FLÉCHÉS

PRIÈRE À LA VIERGE

BACS À PLONGE

ENVELOPPER BÉBÉ

ENTASSE

CHAÎNE DE TÉLÉ

CE N'EST PAS UN AMATEUR

QUATRE À ROME

DÉTESTÉ

LEVA L'ARRIÈRE-TRAIN

DOMMAGES DU TEMPS

ANGOISSANTES

LEQUEL ?

AUBURN

CAISSE À ORDURES

DEVANT L'HOMME DU VATICAN

EXPRIME SA PEINE

JEUX SANS PRÉPARATIONS

CONTINENT DE LA CHINE

CRIS D'AGONIE

RELIGION FONDÉE SUR LE CORAN

ELLE A COURUS DANS LA CAPITALE

CRÉATURE DE L'ESPACE

CONS-CIENCES

METTRE UN TERME À UNE ACTION

RAMEAUX DE SAULE

BASSIN D'UNE ÉCLUSE

BUITÉ COMME UNE MULE

DURÉE

DIEU ÉGYPTIEN

PRONOM PERSONNEL

POINTS OPPOSÉS SUR UNE CARTE

IL EST ATTENDU APRÈS LA TÊTÉE

CAPABLE DE TOUS LES TOURS

ENCERCLAIS

ARRIVÉE EN CE MONDE

ON Y ADMIRE DES DAN-SEUSES

C'EST PAS ÇA !

À UN NIVEAU INFÉRIEUR

LIEU D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

CARRÉ D'UNE GRILLE DE JEU

MOTS MÊLÉS

ANTI-G BORNE COAXIAL CRINOLINE DETROIT ENONCER FINI MALABAR MANES
METAPHORE MONOI NATIONALE NOIX NUANCIER ORIGINEL PAROLE SCALP SEIN
SESAME SIBYLLIN SOIXANTE THONIER TRIERE TRONCON VITRIOL

N	R	M	A	N	E	S	R	S	E	I	N
I	A	L	E	A	U	C	E	N	R	O	B
L	B	E	T	T	E	A	I	S	C	N	L
L	A	N	N	I	A	L	N	N	A	O	E
Y	L	I	A	O	O	P	O	C	I	M	R
B	A	G	X	N	N	R	H	R	I	F	E
I	M	I	I	A	T	C	T	O	A	E	I
S	O	R	O	L	O	I	E	E	R	P	R
N	C	O	S	E	V	C	G	R	D	E	T

TRANSFERTS UNIVERSITAIRES

LES ÉTUDIANTS INVITÉS À CONSULTER LES RÉSULTATS SUR LE MÊME SITE DE DÉPÔT DES RECOURS

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a indiqué, mardi dans un communiqué, que les nouveaux bacheliers concernés par les transferts universitaires, internes et externes, étaient invités à consulter les résultats de cette opération sur le même site où ils avaient déposé leurs recours. A ce propos, le minis-

tère a fait savoir que « dans le cas où l'étudiant revient sur sa décision de transfert après son acceptation, il n'a qu'à ne pas valider sa demande pour conserver sa première orientation », précisant que « si la procédure de transfert est complétée, le demandeur doit valider le transfert une fois accepté, et ne pourra, en aucun cas, revenir sur sa décision ».





Alger
● 26°

Ouargla
● 41°

Oran
● 24°

Constantine
● 25°

16

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
04:47	12:46	16:22	19:09	20:34

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//MERCREDI 6 SEPTEMBRE 2023 // N°635 //PRIX 20 DA

Baddari en défenseur des produits Innovants dans les centres de recherche

Un prototype d'un drone équipé a été exposé, réalisé à la demande de la Direction générale de la Protection civile (DGPC), utilisé en cas de catastrophes, en plus d'autres prototypes d'appareils destinés à la fabrication additive.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé, hier, l'importance du développement des produits innovants au niveau des centres de recherche dans l'objectif de créer une plus-value économique. Lors d'une visite au Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI) à Chéraga, où il a inspecté 6 produits innovants développés par les chercheurs du centre, M. Baddari a indiqué que ces produits « permettent de se rapprocher des secteurs de l'Industrie, des Mines et de l'Agriculture », misant sur la transformation de cette technologie en un produit industrialisable et commercialisable. Le ministre s'est félicité des



résultats réalisés en matière de recherche scientifique, à même de contribuer au développement de l'économie nationale, soulignant l'importance de fixer « des délais pour la remise des premiers prototypes de ces projets tout

en trouvant des partenaires industriels et commerciaux afin de concrétiser cette technologie sur le terrain en tant que valeur économique ». A cette occasion, le ministre a inspecté quelques prototypes réalisés par les chercheurs

du CTRI, notamment le premier prototype de la voiture électrique multi-usages, amie de l'environnement, prête à être utilisée en milieux clos à l'image des aéroports, des hôpitaux et des usines. M. Baddari a également inspecté une épierreuse destinée à la mise en valeur des terres agricoles, un prototype développé en collaboration avec un partenaire industriel. Par la même occasion, un prototype d'un drone équipé a été exposé, réalisé à la demande de la Direction générale de la Protection civile (DGPC), utilisé en cas de catastrophes, en plus d'autres prototypes d'appareils destinés à la fabrication additive.

R.E.

GROSSE SAISIE DE PSYCHOTROPES À OULED DJELLAL



Une quantité de plus de 148 000 capsules de psychotropes a été saisie, il y a quelques jours, par les éléments de la Sûreté de wilaya d'Ouled Djellal, au sud du pays. Selon un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), un réseau criminel spécialisé dans le trafic de stupéfiants a été

démantelé dans le cadre de cette opération : « 148 650 capsules de psychotropes, une somme d'argent et cinq véhicules ont été saisis dans le cadre de cette opération, qui s'est également soldée par l'arrestation de six individus membres de ce réseau », assure le communiqué.

Y.B.

FORMATION PROFESSIONNELLE DES SPÉCIALITÉS SUR MESURE

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya de Saïda s'apprête, au titre de la rentrée professionnelle prochaine, à ouvrir dix nouvelles spécialités afin de suivre l'évolution du marché de l'emploi dans la région. Le chargé d'information à la direction du secteur, Mohamed Kadi, a indiqué à l'APS que ces spécialités comprennent la réhabilitation du vieux bâti, le levé topographique, la maintenance des routes, la mainte-

nance des ascenseurs, la culture des plantes aromatiques et des épices, l'élevage équin, la boucherie et les produits de viandes et l'exploitation des bassins et le traitement des eaux, entre autres. Ces nouvelles spécialités entrent dans le cadre de la politique du secteur et ce, en réponse aux besoins du marché de l'emploi dans la wilaya, a expliqué la même source. D'autre part, le secteur dispose de 5 245 nouveaux postes de formation au titre de la rentrée prochaine, répartis sur les différents centres et instituts de formation professionnelle de la wilaya.

R.N.

LA COMPAGNIE NATIONALE LE DÉMENT :
« PAS DE RÉVISION DE LA FRANCHISE BAGAGES À AIR ALGÉRIE »

Panique à Bord ! Et, pourtant, il n'y a pas de quoi en faire un plat. Un article de presse paru le 30 août dernier annonçant des changements dans la gestion des bagages, entre autres, a fait réagir les clients d'Air Algérie, notamment les Algériens établis à l'étranger. En effet, selon des propos attribués par un média électronique au porte-parole d'Air Algérie, « la compagnie nationale envisagerait de s'aligner sur les standards internationaux en matière de franchise bagages, en commençant par limiter les bagages en soute à un seul bagage de 23 kg au lieu de 1 à 2 bagages pour un total de 32 kg », sachant qu'une première mesure consistant en la limitation du bagage cabine à une seule pièce de 10 kg est déjà appliquée depuis quelques semaines. Mais l'information a été démentie par le porte-parole d'Air Algérie.

R.N.

LA DATE LIMITE DES COTISATIONS EST REPOUSSÉE AU 30 SEPTEMBRE
LA CASNOS ACCORDE DES FACILITATIONS AUX NOUVEAUX COTISANTS

La Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés a appelé, hier, tous les agriculteurs souhaitant bénéficier d'une couverture sociale à se rapprocher des organismes compétents pour le paiement des cotisations annuelles. La Casnos a également indiqué, dans un communiqué, que la date limite de paiement des cotisations annuelles pour les bénéficiaires de la couverture sociale est le 30 septembre. La caisse précise qu'en cas de difficultés financières, des facilités exceptionnelles peuvent être utilisées et approuvées par le

Fonds en créant un échancier de versements échelonnés pour l'année en cours. Le communiqué précise : « Aux fins de bénéficier d'une couverture sociale pour vous et votre famille, l'assurance maladie, la retraite, etc., la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés vous informe que la date limite de paiement de vos cotisations annuelles est le 30 septembre », et qu'en cas de « difficultés financières, vous pouvez bénéficier des facilités exceptionnelles agréées par le Fonds et demander un échancier de paie-

ment échelonné pour l'année en cours."

I.Med

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE CRIE HARO SUR LES SPÉCULATEURS :
« APPROVISIONNER LE MARCHÉ EN PRODUITS ALIMENTAIRES À DES PRIX ABORDABLES »

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdel Hafeez Hani, a présidé, hier, la réunion du comité multisectoriel spécial chargé d'assurer et de réguler la disponibilité des produits agricoles destinés à une large consommation. Selon un communiqué du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, le ministre a souligné l'importance de prendre

les mesures nécessaires pour approvisionner les marchés nationaux en produits alimentaires de haute qualité, en particulier la viande rouge et blanche, les œufs et les produits de la pêche maritime, et de les fournir aux consommateurs, avec une marge bénéficiaire mesurée et un prix abordable pour le citoyen algérien. Au niveau du ministère, des décisions et des engagements ont également été pris visant à mettre en œuvre les directives du gouvernement en la matière. Il convient de noter que la réunion s'est déroulée en présence des cadres du ministère, des représentants du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, et des représentants du ministère de la Pêche maritime et des produits de la pêche.

I.M.A.